CCEBJ

RAPPORT ANNUEL 2009-2010

Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James
James Bay Advisory Committee on the Environment
ᑲ ·ᐃᑎᐱᐣᑎᐣᓴ ᑲ ·ᐃᓕᓴ ᐊᓯᒋᓪ ᖃᐃᐸᓯ ᐯᐃ

Photos de la couverture et de la page 4: Beesum Communications

Photos de la page 5 et de la dernière page: Claude Péloquin

Photos de la page 10 (Pointe Louis XIV): Charlie Pepabano

Graphisme: Mona Turner

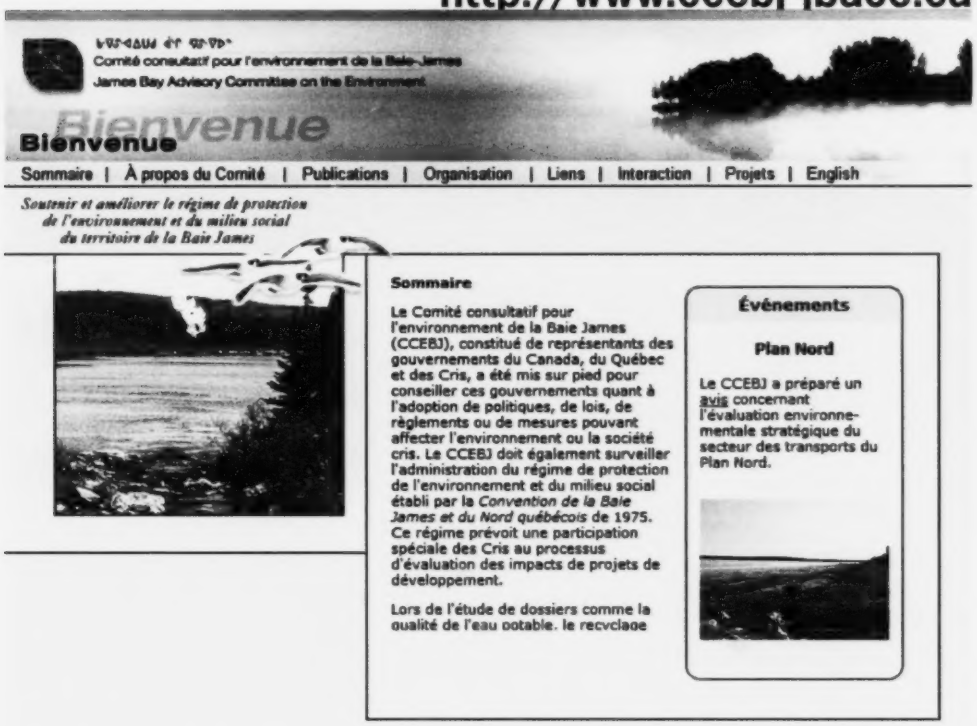
RAPPORT ANNUEL
2009 – 2010

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE JAMES

ᑲ ·ᐃᙏ·ᐊᑕᕃ·ᑲᐤ ᐊᓴᐢ ·ᐃᙏ·ᐁ·ᐃᓂᓯᐠ

Ce rapport est disponible sur le site Internet du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James (CCEBJ). Le site contient une mine d'informations, en trois langues, entre autres concernant le mandat et les activités du CCEBJ.

http://www.ccebj-jbace.ca


Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James
James Bay Advisory Committee on the Environment
Bienvenue
Bienvenue
Sommaire | À propos du Comité | Publications | Organisation | Liens | Interaction | Projets | English
Soutenir et améliorer le régime de protection de l'environnement et du milieu social du territoire de la Baie James
Sommaire
Le Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James (CCEBJ), constitué de représentants des gouvernements du Canada, du Québec et des Cris, a été mis sur pied pour conseiller ces gouvernements quant à l'adoption de politiques, de lois, de règlements ou de mesures pouvant affecter l'environnement ou la société cris. Le CCEBJ doit également surveiller l'administration du régime de protection de l'environnement et du milieu social établi par la Convention de la Baie James et du Nord québécois de 1975. Ce régime prévoit une participation spéciale des Cris au processus d'évaluation des impacts de projets de développement.
Lors de l'étude de dossiers comme la qualité de l'eau potable, le recyclage
Événements
Plan Nord
Le CCEBJ a préparé un avis concernant l'évaluation environnementale stratégique du secteur des transports du Plan Nord.

On peut également obtenir un exemplaire de ce rapport en communiquant avec le secrétariat :

Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James

383, rue Saint-Jacques, bureau C-220

Montréal (Québec) H2Y 1N9

514-286-4400

514-284-0039

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN

ISSN

TABLE DES MATIÈRES

Lettre aux ministres de l'Environnement et au Grand Chef — i

MOT DU PRÉSIDENT — ii

TERRITOIRE D'APPLICATION DU RÉGIME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU MILIEU SOCIAL (chapitre 22) — iii

INTRODUCTION — 1

1. Participation publique et transparence: Renforcer le rôle de l'évaluation environnementale 2
   a) Le guide de consultation publique — 2
   b) La mise en œuvre des listes de projets révisées — 2
2. Enjeux environnementaux et sociaux liés au Plan Nord — 3
   a) Le Plan Nord dans le contexte de la CBJNQ — 3
   b) L'évaluation environnementale stratégique du Plan Nord — 3
3. Études de suivi de la rupture de digue de l'ancienne mine Opémiska — 5
4. La refonte du régime forestier et l'enjeu de la gouvernance régionale — 6
   a) Le nécessaire arrimage avec les ententes conclues avec les Cris — 6
   b) Prise en compte dans la version finale de la loi — 6
5. La protection de l'habitat du caribou forestier — 7

CONCLUSION — 8

ACTIONS DU CCEBJ · Autres sujets — 9

ANNEXE 1 · COMPOSITION ET RÉUNIONS DU CCEBJ — 11

1.1 COMPOSITION DU CCEBJ — 11

1.2 COMPOSITION DES SOUS-COMITÉS — 11

1.3 SECRÉTARIAT — 12

1.4 RÉUNIONS DU CCEBJ — 12

ANNEXE 2 · ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010 — 13

ANNEXE 3 · COMPOSITION ET RÉUNIONS DU COMITÉ D'ÉVALUATION (COMEV), DU COMITÉ PROVINCIAL D'EXAMEN (COMEX) ET DU COMITÉ FÉDÉRAL D'EXAMEN (COFEX-SUD) — 14

ANNEXE 4 · TABLEAU DES PROJETS PRÉSENTÉS AU COMITÉ D'ÉVALUATION (COMEV), AU COMITÉ D'EXAMEN (COMEX) ET AU COMITÉ FÉDÉRAL D'EXAMEN (COFEX-SUD) — 15

Le 31 mars 2010

Monsieur Jim Prentice
Ministre de l'Environnement du Canada

Madame Line Beauchamp
Ministre du Développement durable, de l'Environnement
et des Parcs du Québec

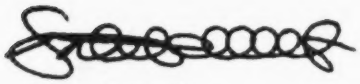
Monsieur Matthew Coon Come
Grand Chef
Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)

Madame, Messieurs,

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport des activités du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James pour l'année se terminant le 31 mars 2010.

Veuillez agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.

Le président,



Ashley Iserhoff

MOT DU PRÉSIDENT

En 1975, la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ) a marqué l'histoire du Canada : il s'agissait là du premier traité conférant une forme d'autonomie gouvernementale à des nations autochtones. Les auteurs de la Convention ont poussé l'audace plus loin en mettant en place, d'une part, un régime de chasse, de pêche et de piégeage qui reconnaît et protège le droit d'exploitation des autochtones; d'autre part, la CBJNQ prévoit un régime de protection de l'environnement et du milieu social (chapitre 22) pour réduire les effets négatifs du développement sur les écosystèmes et les communautés cries.

Ainsi, à une époque où l'évaluation environnementale était peu connue au Canada, la Convention innovait en prévoyant un processus d'évaluation et d'examen des impacts des projets de développement. Les Cris sont partie prenante à ce processus, car ils désignent des représentants sur les comités d'évaluation et d'examen.

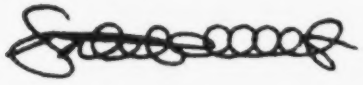
Trente-cinq ans plus tard, les méthodes d'évaluation environnementale et de participation publique ont beaucoup évolué. Le CCEBJ croit donc nécessaire de mettre à jour le processus d'évaluation et d'examen du chapitre 22. Le Comité aimerait s'inspirer de l'audace des auteurs de la Convention afin de convaincre les parties (Canada, Québec, Cris) de moderniser le processus du chapitre 22 en le rendant plus transparent en termes d'évaluation des projets et de participation publique.

D'importants changements se déroulent actuellement au Nord du Québec, comme en témoignent de nombreux indicateurs. C'est pourquoi les projets de développement prévus dans le cadre du Plan Nord suscitent des préoccupations majeures en termes de protection de l'environnement. Il est difficile de prévoir l'envergure, l'étendue géographique et la durée de ces changements. Cependant, de nouveaux outils, tels l'évaluation environnementale stratégique, ont été élaborés. Il sera particulièrement important de recourir aux outils appropriés pour encadrer le développement dans un contexte nordique.

En lisant ce rapport, vous constaterez que le CCEBJ doit relever d'importants défis en tant que superviseur du régime de protection de l'environnement et du milieu social. La modernisation du régime aiderait le CCEBJ à relever ces défis avec les bons outils.

Des circonstances exceptionnelles m'ont permis de présider le CCEBJ pour un troisième mandat consécutif. Ce fut pour moi une période très enrichissante et je tiens à remercier tous les membres et le personnel du CCEBJ pour leur confiance et leur appui.

Le président,

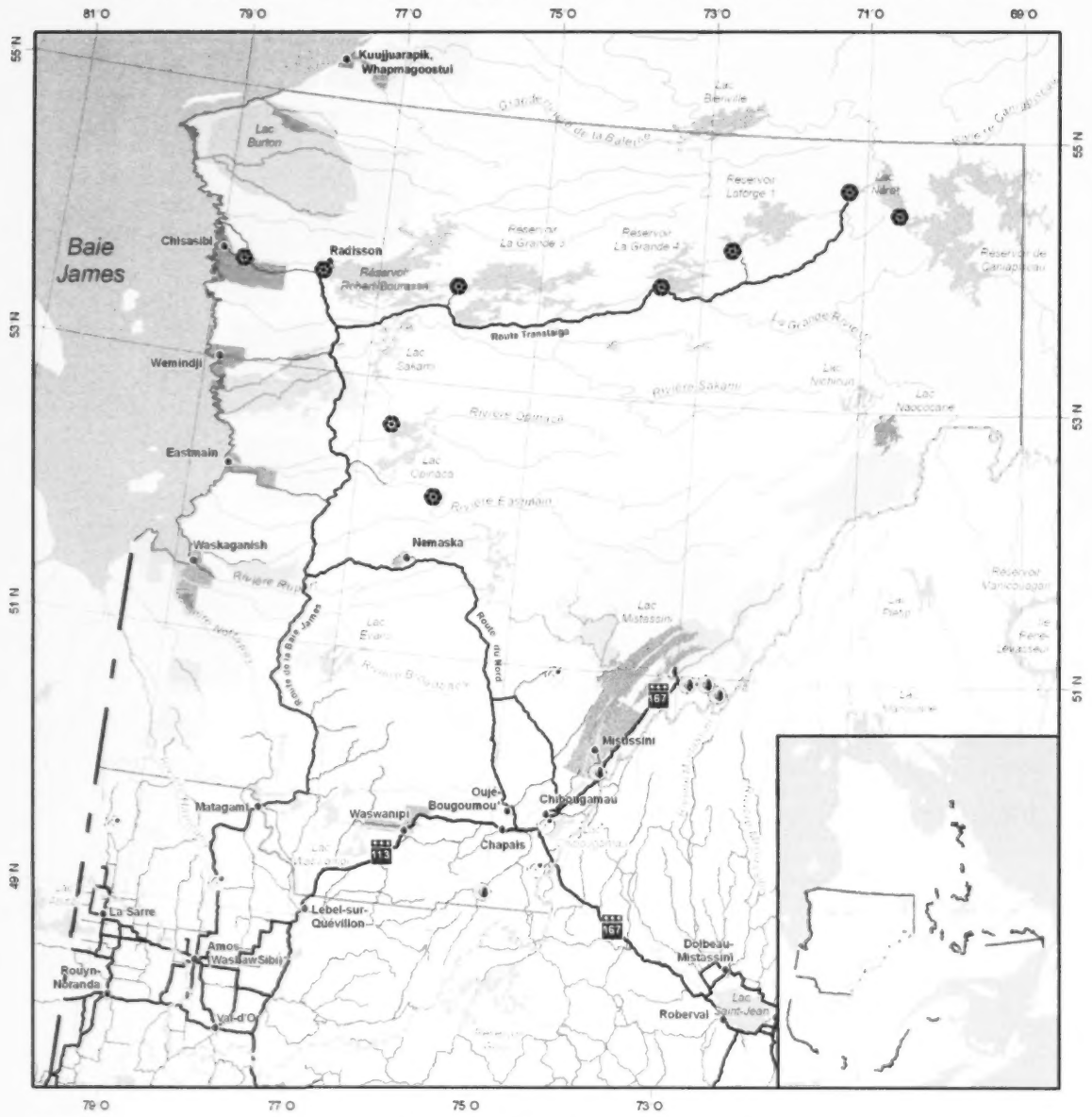


Ashley Iserhoff

Le 31 mars 2010

TERRITOIRE D'APPLICATION DU RÉGIME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU MILIEU SOCIAL (chapitre 22)

Territoire d'application du régime de protection de l'environnement et du milieu social



Limites

- Territoire d'application du régime [1]
- Terres de catégorie I cris
- Terres de catégorie II cris
- Limite sud du territoire de la CBJNQ
- Frontière

Infrastructures

- Mine active
- Centrale hydroélectrique
- Centrale hydroélectrique en construction

Territoires de conservation

- Écosystème forestier exceptionnel
- Aire protégée

[1] La limite sud du territoire d'application du régime tel que définie sur la carte n'est pas reconnue par les Cris

[2] Les terres de catégorie I et II d'ouje-Bougoumou font l'objet de pourparlers

[3] Amos est le siège provisoire de l'association des Eeyou de Washaw Sibi

Sources

Division territoriale, site minier, MRNF-Québec, 2010
Territoire de consevation, MDDEP, 2010
Infrastructures hydroélectriques, CEHQ, 2010

N O E S

0 45 90 km

Echelle : 1 : 4 500 000
Projection : Conique de Lambert, NAD83
Réalisation : Le Groupe Nippour

Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James
James Bay Advisory Committee on the Environment

INTRODUCTION

La Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ), signée en 1975, prévoit la mise en place du régime de protection de l'environnement et du milieu social (chapitre 22). Ce régime s'applique spécifiquement aux autochtones cris et vise la protection de l'environnement et des droits des Cris en matière d récolte faunique. À cet égard, la Convention reconnaît le mode de tenure des terres fondé sur les aires de trappe familiales des Cris.

Le Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James (CCEBJ) joue un double rôle quant à l'application du régime de protection de l'environnement et du milieu social. D'une part, le Comité étudie les politiques, les lois et les règlements qui pourraient avoir une incidence sur le régime de protection de l'environnement et du milieu social et, au besoin, le CCEBJ présente des recommandations et des avis au gouvernement responsable. D'autre part, le CCEBJ supervise l'application du processus d'évaluation et d'examen des répercussions environnementales et sociales de projets de développement.

Le CCEBJ est composé de membres nommés à parts égales par les trois parties visées par le chapitre 22, c'est-à-dire le gouvernement du Canada, celui du Québec et l'Administration régionale crie (ARC). Un mécanisme de rotation à la présidence assure un équilibre dans la direction du Comité. Pour l'année 2009-2010, la présidence a été assumée par la partie crie.

Cette année, le Comité a concentré ses interventions sur deux grands enjeux : a) la sensibilisation des décideurs sur la question de l'évaluation environnementale stratégique (ÉES) du Plan Nord – un avis a été élaboré pour alimenter les prochaines étapes de mise en œuvre d'une telle approche; et b) le besoin de renforcer la procédure d'évaluation environnementale par l'entremise d'une participation publique systématique, structurée et transparente – le CCEBJ travaille à la préparation de lignes directrices sur la participation publique.

De plus, tel que prévu dans son mandat, le Comité a soumis au gouvernement provincial des avis sur deux projets de loi : le projet de loi nº 79 modifiant la Loi sur les mines et le projet de loi nº 57 sur la refonte de la Loi sur les forêts.

Le CCEBJ compte sur la collaboration étroite des signataires pour donner suite à ses recommandations relatives à la modernisation de l'évaluation environnementale. Le diagnostic nous semble très clair : dans un contexte de développement multisectoriel[1] d'envergure tel le Plan Nord proposé par le gouvernement du Québec, le CCEBJ est d'avis qu'il faut avoir recours à des outils novateurs afin de réaliser, et ce, en amont des plans et programmes, une évaluation de leurs incidences environnementales et sociales. Pour le CCEBJ, un de ces outils à privilégier est l'évaluation environnementale stratégique (ÉES) qui a fait ses preuves sur la scène internationale. Au Québec, il existe déjà un précédent dans ce domaine : il s'agit du programme d'*Évaluation environnementale stratégique sur la mise en valeur des hydrocarbures dans le bassin de l'estuaire maritime et du nord-ouest du golfe du Saint-Laurent.*

Le territoire de la Baie James est vaste et renferme de nombreuses ressources. Cependant, l'évaluation environnementale des projets, telle que pratiquée depuis 30 ans, nous a enseigné que nos connaissances comportent encore bien des lacunes, surtout en ce qui concerne les impacts cumulatifs des différents projets de développement. Pour le CCEBJ, le principe de précaution doit être invoqué dans le cas du Plan Nord. Le caribou forestier, espèce vulnérable, est un bon exemple pour rappeler à tous qu'il pourrait être hasardeux de précipiter certaines décisions sans au préalable avoir entre les mains les bons outils d'aide à la prise de décision.

[1] *Le Plan Nord vise les secteurs minier, forestier, énergétique et touristique.*

PARTICIPATION PUBLIQUE ET TRANSPARENCE : RENFORCER LE RÔLE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

a) Le guide de consultation publique

Le CCEBJ a présenté des recommandations aux parties concernant la mise en place d'un processus de consultation publique adapté et transparent. Ces recommandations émergeaient d'un projet de recherche visant à comparer les pratiques actuelles du processus d'évaluation et d'examen du chapitre 22 à des pratiques de participation publique internationalement reconnues.

À la lumière de ces recommandations, le CCEBJ propose d'élaborer un guide de bonnes pratiques qui doterait le processus de consultation publique de principes clairs en termes de déclenchement de la participation, de diffusion de l'information et de crédibilité du processus. La consultation publique doit être adaptée au contexte socioculturel des communautés cries, transparente et crédible.

Pour ce faire, le CCEBJ a mis sur pied un groupe de travail comprenant des experts du domaine de la participation publique. Parmi ceux-ci figuraient des professionnels qui ont longtemps siégé au sein des comités opérant dans le cadre des chapitres 22 et 23 de la CBJNQ, des chercheurs universitaires ainsi que des responsables de la Direction des évaluations environnementales du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP).

b) La mise en œuvre des listes de projets révisées

Le CCEBJ avait présenté en 2008 des recommandations pour la révision des listes de projets assujettis au processus d'évaluation et de projets exemptés (annexes 1 et 2 du chapitre 22)[2]. Le Comité regrette que les parties n'aient pas encore donné suite à ces recommandations. Bien que la Convention prévoie la révision quinquennale de ces listes, aucune initiative n'a abouti en ce sens. À cet égard, le CCEBJ rappelle que le processus serait nettement amélioré et plus transparent, en exemptant les projets ou les activités qui font déjà l'objet d'un encadrement réglementaire solide ou qui s'appuient sur des technologies avancées.

Par exemple, le cas des projets de restauration des sites contaminés est éloquent : bien que les méthodes de décontamination aient fait leurs preuves, chaque projet doit être soumis au Comité d'évaluation (COMEV) car ce type de projets ne figure sur aucune liste. À ce jour, les 19 projets de décontamination soumis au COMEV ont tous été exemptés d'une étude d'impact.

Le CCEBJ réitère à nouveau auprès des parties qu'il est disposé à collaborer pour améliorer le processus d'évaluation et d'examen en mettant en œuvre la première révision des listes de projets depuis la signature de la Convention.

[2]La CBJNQ prévoit la révision quinquennale de ces listes «à la lumière des changements d'ordre technologique et de l'expérience résultant du processus d'évaluation et d'examen» (al. 22.5.1 et 22.5.2).

2

ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX LIÉS AU PLAN NORD

En septembre 2008, le Premier Ministre du Québec a annoncé un ambitieux plan de développement du Nord québécois comprenant entre autres l'extension du réseau routier, des projets hydroélectriques majeurs et l'exploitation des ressources minières et forestières. Le Plan Nord prévoit également de réserver 12 % du territoire au nord du 49e parallèle en aires protégées et de mettre 50 % de ce territoire à l'abri du développement industriel.

a) Le Plan Nord dans le contexte de la CBJNQ

Depuis l'annonce du Plan Nord, le CCEBJ travaille à assurer la reconnaissance des droits autochtones énoncés dans la Convention : il importe que le Plan Nord soit élaboré puis mis en oeuvre en respectant les principes directeurs du régime de protection de l'environnement et du milieu social, notamment les droits de récolte faunique des Cris, leur économie et leur société. Enfin, le CCEBJ a signalé aux autorités responsables, entre autres lors d'une rencontre avec le sous-ministre associé au Plan Nord (MRNF), que la mise en œuvre du Plan Nord devait s'appuyer sur une gouvernance régionale respectueuse de la Convention et réservant une juste représentation aux Cris.

b) L'évaluation environnementale stratégique du Plan Nord

Devant l'envergure du Plan Nord proposé et des projets de développements qui en découleront, le CCEBJ croit indispensable d'analyser la capacité environnementale, sociale et institutionnelle du milieu à recevoir une telle initiative, en tenant compte des particularités du territoire conventionné et des principes de développement durable. Non seulement une évaluation des grands enjeux soulevés par le Plan Nord s'impose afin d'en limiter les impacts négatifs potentiels, mais il serait également pertinent de déterminer de grandes orientations stratégiques pour l'élaboration et la mise en œuvre du Plan Nord afin de promouvoir une approche coordonnée des projets de développement. Pour répondre à ces deux grands objectifs, le CCEBJ a donc émis un avis dans lequel il recommande au gouvernement d'avoir recours à l'outil d'analyse qu'est l'évaluation environnementale stratégique (ÉES).

Considérant l'ampleur et le caractère multisectoriel du Plan Nord, le gouvernement ne pourra pas compter sur les évaluations environnementales « par projet » pour analyser les impacts cumulatifs ainsi que l'effet global de l'ensemble des initiatives qui affecteront le territoire et, surtout, le mode de vie des occupants et utilisateurs de ce territoire. Le CCEBJ juge que l'ÉES constitue un outil de planification idéal qui s'intègre à l'élaboration de plans, politiques ou programmes.

Puisque le gouvernement a choisi une approche sectorielle, le CCEBJ est d'avis qu'une analyse du secteur des transports pourrait s'avérer pertinente puisque tous les développements prévus dans le cadre du Plan Nord s'appuieront sur la mise en place d'un réseau des transports. Cette démarche permettrait à la fois de prendre en compte les grands enjeux soulevés par le Plan Nord et d'analyser les différentes options pos-

sibles quant à la mise en place d'un réseau des transports.

Le CCEBJ a d'ailleurs commandé un rapport à des experts en évaluation environnementale stratégique qui jette les bases d'une éventuelle ÉES du secteur des transports en établissant les éléments dont il faut tenir compte dans la planification du Plan Nord, notamment la CBJNQ et le contexte institutionnel, environnemental et social actuel. Le CCEBJ a d'ailleurs partagé les conclusions de ce rapport avec le gouvernement. Le Comité maintiendra ses efforts pour faire valoir le caractère essentiel d'une ÉES du secteur des transports au cours de la prochaine année.

3

ÉTUDES DE SUIVI DE LA RUPTURE DE DIGUE DE L'ANCIENNE MINE OPÉMISKA

En juin 2008, une digue a cédé au parc à résidus miniers de l'ancienne mine Opémiska, et aurait déversé (selon les estimations du MRNF) environ un million de mètres cubes d'eau et 50 000 mètres cubes de résidus fins sur des dizaines de kilomètres en aval. Près de deux ans plus tard, le CCEBJ demeure préoccupé par le peu d'information offerte aux Cris, par les mesures de restauration appliquées, ainsi que par le suivi des impacts sur la faune piscicole et benthique et ses habitats et, par conséquent, sur l'impact de cet accident majeur sur les Cris qui exploitaient ce milieu. En outre, le Comité attend toujours le renforcement des mesures de suivi et de surveillance des installations minières auquel le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) s'est engagé. Aucun programme précis n'a été soumis au Comité et rien dans le projet de loi 79 modifiant la Loi sur les mines n'a été ajouté à cet égard.

Bien que le CCEBJ ait obtenu de la part du MRNF les données concernant la qualité de l'eau dans la zone d'impact du déversement Opémiska, le Comité a dû presser les autorités responsables afin qu'elles prennent les mesures nécessaires pour évaluer les impacts du déversement sur les habitats et les populations de poisson dont les Cris dépendent. À ce jour, aucune étude de suivi n'a été menée pour l'habitat du poisson. Le CCEBJ a également demandé la collaboration d'Environnement Canada en raison de la juridiction fédérale en cause, notamment par rapport à l'application de la Loi sur les pêches. Le Comité reconnaît toutefois que le MRNF a consenti des efforts importants dans le réaménagement du site pour tenter de contrôler l'érosion et le transport des résidus miniers vers l'aval. La poursuite du programme de suivi environnemental nous semble d'une grande importance.

Visite-terrain du site Opémiska. À l'avant-plan, de gauche à droite : Willie Iserhoff, Jacques Bérubé (maire de Chapais), Ginette Lajoie, Marc Houde (MRNF) et Jean Picard.

4

LA REFONTE DU RÉGIME FORESTIER ET L'ENJEU DE LA GOUVERNANCE RÉGIONALE

Le projet de «Loi sur l'occupation du territoire forestier» (nº 57), déposé en juin 2009, devait mettre en place un nouveau régime forestier au Québec. Parmi les changements majeurs, le gouvernement propose de transférer la responsabilité de confectionner les plans d'aménagement forestier des bénéficiaires de contrats d'aménagement forestier au MRNF à compter de 2013 [3].

a) Le nécessaire arrimage avec les ententes conclues avec les Cris

Lors de la commission parlementaire sur le projet de loi nº 57 en octobre 2009, la délégation du CCEBJ a signalé que le titre de la «Loi sur l'occupation du territoire forestier», outre le fait qu'il était peu représentatif du contenu, semblait ignorer l'occupation ancestrale du territoire par les autochtones. Le Comité a également insisté sur la nécessité d'assurer un arrimage du nouveau régime forestier avec les dispositions de la CBJNQ et l'Entente concernant une nouvelle relation entre le Québec et les Cris (ENRQC). Le CCEBJ a recommandé que le projet de loi fasse spécifiquement référence au régime de protection de l'environnement et du milieu social de la CBJNQ et au régime forestier adapté de l'ENRQC.

Par ailleurs, le CCEBJ a jugé problématique le transfert aux régions de certains pouvoirs en matière de gestion forestière. Comme des organismes où les Cris n'ont aucune représentation bénéficieraient de ces nouveaux pouvoirs, le CCEBJ a rappelé l'obligation de respecter la Convention, notamment l'établissement de mécanismes de consultation assurant aux Cris un statut particulier et une participation spéciale.

b) Prise en compte dans la version finale de la loi

La «Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier», une appellation plus acceptable, a été adoptée par l'Assemblée nationale en mars 2010. La Loi prévoit entre autres l'établissement d'une table de travail Cris-Québec pour assurer l'arrimage du régime forestier adapté de l'ENRQC avec le nouveau régime forestier du Québec. La question des structures régionales sur le territoire de la Baie James n'a toutefois pas été réglée et constitue un problème de fond, non seulement pour l'aménagement durable des forêts mais aussi pour l'aménagement du territoire.

[3] *Ces plans seraient désignés comme «plans tactiques d'aménagement forestier intégré» à compter de la période 2013-2018.*

5

LA PROTECTION DE L'HABITAT DU CARIBOU FORESTIER

Dans son avis concernant les plans forestiers révisés touchant le territoire de la Baie James, le CCEBJ a fait part de sa préoccupation concernant la construction prévue de plus de 4 000 km de routes forestières d'ici 2013. En raison de l'impact potentiel de ces routes sur les communautés et les trappeurs cris, ainsi que sur le milieu naturel, le CCEBJ a rappelé que les «grandes routes d'accès construites pour l'exploitation des forêts» étaient automatiquement soumises au processus d'évaluation et d'examen du chapitre 22 (Annexe 1, al. 4a).

Le Comité déplore le fait que son avis ait été ignoré. Devant cette situation, le Grand Conseil des Cris a jugé bon, de son côté, de déposer une poursuite judiciaire. Celle-ci a mené à l'élaboration d'une lettre d'entente, avec le MDDEP, concernant l'assujettissement de huit projets de routes forestières.

Le CCEBJ a également été alerté par les impacts des routes forestières sur l'habitat du caribou forestier, une espèce désignée «vulnérable». Le CCEBJ a écrit aux administrateurs et aux comités du chapitre 22 pour souligner l'importance de reconnaître le caribou forestier comme espèce cible durant les évaluations environnementales, comme le prévoit le Plan de rétablissement du caribou forestier adopté en avril 2009. L'Administrateur provincial a répondu favorablement à cette demande.

Le CCEBJ estime toutefois que l'évaluation des impacts, au niveau des projets individuels, ne permet pas d'apprécier globalement les répercussions des routes sur l'habitat du caribou forestier. C'est pourquoi il a demandé aux gouvernements de réaliser une évaluation régionale des effets environnementaux des routes forestières à la Baie James. Pour l'instant, cette requête demeure sans réponse.

CONCLUSION

Le CCEBJ estime que ses interventions mèneront à des gains environnementaux et sociaux dans plusieurs dossiers :

- La modernisation du processus d'évaluation et d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social du chapitre 22 par le développement de lignes directrices pour la mise en place d'un processus de consultation;

- L'évaluation environnementale stratégique du Plan Nord en priorisant l'évaluation du secteur des transports et de ses conséquences sur l'ouverture et l'aménagement durable du territoire;

- Les études de suivi prévues pour l'impact de la rupture de digue de l'ancienne mine Opémiska sur la ressource piscicole, l'habitat du poisson et l'utilisation de cette ressource par les Cris;

- La prise en compte, dans le cadre de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (nº 57), de l'occupation du territoire par les Cris et de leur rôle de premier plan dans les décisions concernant l'aménagement futur de ce territoire.

Ces démarches, nous l'espérons, auront permis de développer des rapports plus étroits avec nos interlocuteurs gouvernementaux.

À cet égard, il faut rappeler que la protection de l'environnement et du milieu social couvre un large spectre d'enjeux. C'est pourquoi le CCEBJ a décidé de cibler les enjeux prioritaires à l'aide d'une planification stratégique renouvelée en 2009-2010 [4].

Le Comité tient à rappeler que pour être en mesure de remplir son mandat et ses obligations, il doit avoir le budget nécessaire ainsi que les ressources humaines qualifiées pour opérer son secrétariat. Le secrétariat du Comité compte sur à peine 2,5 personnes/année. Le CCEBJ a depuis longtemps rationalisé ses dépenses les plus importantes en partageant les services de l'agente de bureau, les espaces de bureau et certains équipements avec le Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage.

Le CCEBJ juge qu'il lui sera impossible d'opérer sans le maintien à temps plein d'un(e) analyste et pour ce faire, il lui faudra compter sur une augmentation de son budget l'an prochain. De plus, il ne pourra s'acquitter de son mandat concernant l'examen de la nouvelle série de plans d'aménagement forestier (al. 22.3.34 de la CBJNQ) sans un apport de fonds dédiés précisément à cet exercice.

Le CCEBJ, par souci de transparence, s'efforce de rendre public ses informations et vous invite donc à consulter le site Internet suivant :

www.ccebj-jbace.ca

[4] *Voir le Plan stratégique 2010-2013 sous la rubrique «Publications – Plan stratégique» du site Internet.*

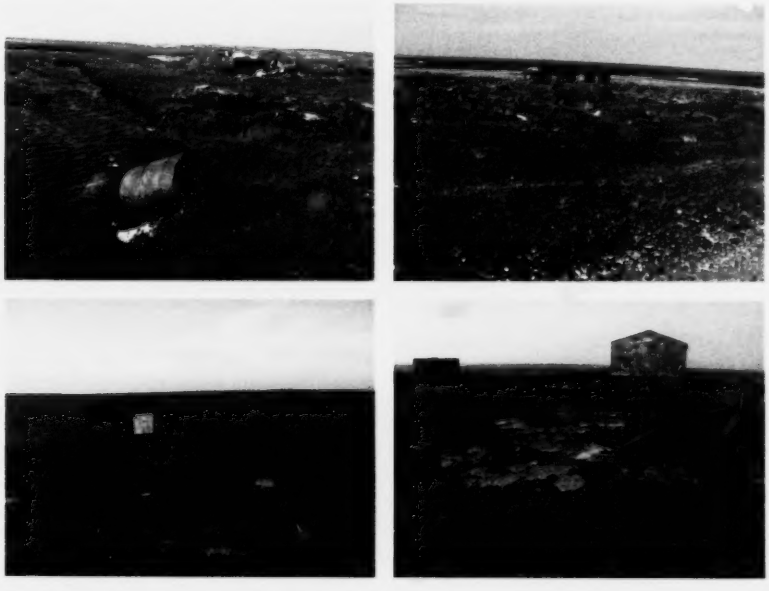
ACTIONS DU CCEBJ – AUTRES SUJETS

SUJET	ACTION
Coordination de l'examen du projet d'exploration uranifère Matoush	Le CCEBJ a recommandé la fusion des deux comités d'examen, comme le permet la Convention, ou à tout le moins la tenue conjointe d'audiences publiques. Le COMEX et le COFEX-Sud ont convenu de tenir des audiences conjointes et de partager l'information.
Site contaminé de la Pointe Louis XIV (Cape Jones) – ancien site radar de Défense Nationale Canada	Le CCEBJ a écrit au ministre de la Défense Nationale pour demander une étude de caractérisation détaillée du site et son éventuelle décontamination. Pour l'instant, l'état du site ne permet pas l'exercice des droits de récolte faunique des Cris.

Extension du réseau d'aires protégées à la Baie James (objectif de 12 % du territoire)	• Séance d'information du MDDEP
	
	• Réponse du CCEBJ en préparation :
	  • Privilégier les propositions d'aires protégées des communautés cries;
	  • Tenir compte de la valeur socioculturelle des sites, du point de vue de l'occupation ancestrale, autant que de la valeur écologique.

Stratégie de transport du Nord-du-Québec	• Présentation de Denis Blais, directeur du Bureau de coordination du Nord-du-Québec (Transports Québec); • Demande du CCEBJ d'obtenir copie de la Stratégie et de prendre part aux discussions concernant sa mise en œuvre.

SUJET	ACTION
Analyse de cycle de vie (ACV) de scénarios de gestion des matières résiduelles à la Baie James	Présentation d'un rapport détaillé d'ACV par le CIRAIG (École Polytechnique); Collaboration du CCEBJ, de l'ARC, de la SEBJ, du MDDEP et de Recyc-Québec dans la supervision de l'étude.
Projet de règlement sur la récupération des produits d'entreprises	Commentaire du CCEBJ : Mettre en place des éco-centres dans les communautés pour favoriser la collecte et l'entreposage des matières récupérées.
Politique québécoise de gestion des matières résiduelles (2010-2015)	Mémoire du CCEBJ : • Améliorer les infrastructures dans les communautés; • Mettre en place, pour les communautés, un régime de compensation des coûts de la collecte sélective.
Impacts des changements climatiques à la Baie James et stratégies d'adaptation	Partenariat du CCEBJ dans le projet de recherche mené par l'Association des trappeurs cris • Ateliers et entrevues dans trois communautés cries; • Mise sur pied d'un «géoportail» pour l'organisation et l'accès aux données.



Pointe Louis XIV
(Cape Jones)

ANNEXE 1
COMPOSITION ET RÉUNIONS DU CCEBJ

1.1 Composition du CCEBJ

Membres nommés par l'Administration régionale crie (ARC) :
Glen Cooper, ARC
Ashley Iserhoff, ARC, président
Ginette Lajoie, ARC, vice-présidente
Chantal Otter Tétreault, ARC

Membres nommés par le gouvernement du Canada :
Annie Déziel, Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACÉE)
Maryse Lemire, Pêches et Océans Canada
Jean Picard, Environnement Canada – région du Québec (à partir du 23 avril 2009)
Denise Morasse, Affaires indiennes et du Nord Canada (jusqu'au 25 novembre 2009)
James Yantha, Affaires indiennes et du Nord Canada, (à partir du 26 novembre 2009)

Membres nommés par le gouvernement du Québec :
Serge Alain, ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (à partir du 29 avril 2009)
Josée Brazeau ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
Joanne Laberge, ministère des Transports du Québec (jusqu'au 11 janvier 2010)
Pierre Moses, Municipalité de Baie-James

1.2 Composition des sous-comités

1.2.1 COMITÉ ADMINISTRATIF
Josée Brazeau
Ginette Lajoie
Maryse Lemire

1.2.2 GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RÉVISION DES ANNEXES 1 ET 2 DU CHAPITRE 22 (INCLUANT L'EXPLORATION MINIÈRE)
Josée Brazeau
Annie Déziel
Ginette Lajoie
Maryse Lemire

1.2.3 GROUPE DE TRAVAIL SUR LA GESTION INTÉGRÉE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES
Josée Brazeau
Ginette Lajoie
Représentants de l'ARC, du MDDEP, de Recyc-Québec et de la SEBJ

1.2.4 GROUPE DE TRAVAIL SUR LES AIRES PROTÉGÉES
Josée Brazeau
Annie Déziel
Chantal Otter Tétreault

1.2.5 GROUPE DE TRAVAIL SUR LES 35 ANS DE MISE EN ŒUVRE DU CHAPITRE 22
Josée Brazeau
Glen Cooper
Ginette Lajoie
Chantal Otter Tétreault
Jean Picard
James Yantha
Geneviève Dionne
Carole Lévesque (INRS)

1.2.6 GROUPE DE TRAVAIL SUR LES LIGNES DIRECTRICES DE CONSULTATION PUBLIQUE
Josée Brazeau
Annie Déziel
Ginette Lajoie
Geneviève Dionne
Experts et représentants des comités du chapitre 22 et du MDDEP

1.3 Secrétariat

Marc Jetten, secrétaire exécutif
Claude Péloquin, analyste en environnement (jusqu'en juillet 2009)
Geneviève Dionne, analyste en environnement (à compter d'octobre 2009)
Louise Bélanger, agente de secrétariat

1.4 Réunions du CCEBJ

Le Comité a tenu cinq rencontres en 2009-2010 :

158e réunion Gatineau, le 1er avril 2009;
159e réunion Montréal, le 23 juin 2009;
160e réunion Montréal, le 30 septembre 2009;
161e réunion Québec, le 15 décembre 2009;
162e réunion Rouyn-Noranda, le 24 février 2010.

ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010 *

REVENUS	
Subvention versée au CCEBJ	221 000 $
Secrétariat du Comité d'évaluation (COMEV)	30 000
Total des revenus	**251 000 $**
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	
Salaires et charges sociales	128 391 $
Télécommunications	5 598
Loyer (espaces à bureau)	25 964
Frais de déplacement	6 113
Traduction	28 921
Reprographie	10 668
Frais de messagerie et de poste	1 165
Fournitures de bureau, ameublement et équipement informatique	3 367
Expertise et frais de rencontres	1 151
Assurances	481
Cotisations, affiliations et congrès	643
Honoraires professionnels et frais légaux	4 303
Honoraires de consultation	65 890
Formation	--
Frais de site Internet	628
Intérêts et frais bancaires	317
Amortissement	1 761
Sous-total CCEBJ	285 361
Frais de secrétariat du COMEV	30 000
Total des dépenses de fonctionnement	**315 361 $**
AUTRE ACTIVITÉ FINANCIÈRE	
Revenus d'intérêts	4 492 $

*Le rapport de mission d'examen, réalisé par Gaétan Ruel, CA auditeur, peut être fourni sur demande.

ANNEXE 3
COMPOSITION ET RÉUNIONS DU COMITÉ D'ÉVALUATION (COMEV), DU COMITÉ PROVINCIAL D'EXAMEN (COMEX) ET DU COMITÉ FÉDÉRAL D'EXAMEN (COFEX-SUD)

COMITÉ	MEMBRES		RÉUNIONS		
	Nommés par :		**N°**	**Date**	**Endroit**
COMEV	A.R.C.	Philip Awashish Brian Craik	233 234	2009-04-28 2009-06-23	Montréal Montréal
	Canada	Élizabeth Boivin Annie Déziel (jusqu'en mai 2009) Anne-Marie Gaudet (à compter de mai 2009)	235 236 237 238 239	2009-07-29 2009-09-17 2010-01-25 2010-02-24 2010-03-25	Québec Montréal Montréal Montréal Montréal
	Québec	Daniel Berrouard Mireille Paul			
	Secrétaire exécutif	Michael O'Neill			
	Nommés par :		**N°**	**Date**	**Endroit**
COMEX	A.R.C.	Philip Awashish Brian Craik	258 259	2009-04-08 2009-05-08	Montréal Montréal
	Québec	Daniel Berrouard Pierre Mercier Bernard Harvey (jusqu'en juin 2009) Robert Lemieux (à compter de juin 2009)	260 261 262 263 264 265 266 267	2009-06-03 2009-06-25 2009-07-28 2009-10-02 2009-10-21 2009-11-16 2010-01-25 2010-03-15	Montréal Nemaska Québec Montréal Montréal Mistissini Montréal Montréal
	Secrétaire exécutif	Michael O'Neill			
	Nommés par :		**N°**	**Date**	**Endroit**
COFEX-Sud	A.R.C.	Philip Awashish Ginette Lajoie		2009-04-22 2009-05-06	Montréal Montréal
	Canada	Benoît Taillon Anne-Marie Gaudet Claude E. Delisle		2009-12-16 2010-01-07 2010-02-05	Québec Montréal Montréal
	Secrétaire exécutif	Benoît Théberge		2010-03-04 2010-03-15	Montréal Montréal

ANNEXE 4
TABLEAU DES PROJETS PRÉSENTÉS AU COMITÉ D'ÉVALUATION (COMEV), AU COMITÉ D'EXAMEN (COMEX) ET AU COMITÉ FÉDÉRAL D'EXAMEN (COFEX-SUD) AVRIL 2010

Énergie					
PROJET	INITIATEUR	RECOMMANDATION DU COMEV	ASSUJETTI AU PROCESSUS	RECOMMANDATION DU COMEX	RECOMMANDATION DU COFEX-Sud
Centrale Eastmain 1A-la Sarcelle-dérivation Rupert : • 38 demandes de modifications au certificat d'autorisation	Hydro-Québec Production et SEBJ	—	—	Modifications du certificat d'autorisation	—
Centrale LG-4 : installation d'une rampe et de trois quais	Hydro-Québec Production	—	Non	—	—
Ligne de 120 kV reliant Eastmain 1 au camp minier Eleonore : demande de modification au certificat d'autorisation	Hydro-Québec Équipement	Directive émise	Oui	Modification du certificat d'autorisation	—

Projets miniers

PROJET	INITIATEUR	RECOMMANDATION DU COMEV	ASSUJETTI AU PROCESSUS	RECOMMANDATION DU COMEX	RECOMMANDATION DU COFEX-Sud
Exploration uranifère Matoush :	Strateco Resources Inc.				Examen de l'étude d'impact en cours
• Exploration souterraine		Directive émise	Oui	Attendue à l'automne 2010	
• Réfection et amélioration d'un accès routier		Directive émise	Oui	Attendue à l'automne 2010	
• Réutilisation de la route d'hiver d'Eastmain		–	Non	–	
• Piste d'atterrissage		–	Non	–	
• Sablières		–	Non	–	
Exploitation d'un gisement diamantifère sur la propriété Foxtrot	Les Diamants Mines Stornoway (Canada) Inc.	Attendue en mai 2010		—	—
Mine Bachelor : demande d'augmentation du taux d'usinage	Ressources Métanor Inc.	–	Non	–	–
Exploitation d'un gisement aurifère sur la propriété Eleonore	Les Mines Opinaca Ltée	Directive émise	Oui	Attendue à l'été 2010	–
Exploitation d'un banc d'emprunt		Directive émise	Oui	En attente d'un complément d'information	
Projet minier du lac Rocher	Victory Nickel Inc.	Directive émise	Oui	Demande d'un complément d'information	–
Chemin d'accès hivernal à la propriété «L»	Ressources Abitex Inc.	Directive émise	Oui	Étude d'impact non reçue	–
Exploration de la propriété «Discovery»	Ressources Cadiscor Inc.	Directive émise	Oui	Attendue en mai 2010	–

Transport					
PROJET	INITIATEUR	RECOMMANDATION DU COMEV	ASSUJETTI AU PROCESSUS	RECOMMANDATION DU COMEX	RECOMMANDATION DU COFEX-Sud
Prolongement de la Route 167 Nord	Transports Québec	Directive émise	Oui	–	
Réaménagement de l'aéroport de Waskaganish	Transports Canada	–	Non	–	–
Chemin forestier «E Ouest»	Barrette-Chapais Ltée	Directive émise	Oui	Attendue en avril 2010	–
Prolongement du chemin forestier «L-209 Nord»	Barrette-Chapais Ltée	Directive émise	Oui	Attendue en avril 2010	Examen de l'étude d'impact en cours
Chemins forestier «I» et «H Ouest»	Matériaux Blanchet Inc.	Directive émise	Oui	En attente de l'étude d'impact	–
Chemin forestier «J»	Domtar Inc.	Directive émise	Oui	Étude d'impact non reçue	–

Aires protégées					
PROJET	INITIATEUR	RECOMMANDATION DU COMEV	ASSUJETTI AU PROCESSUS	RECOMMANDATION DU COMEX	RECOMMANDATION DU COFEX-Sud
4 réserves de biodiversité projetées : • Tourbières Chiwakamu • Lac Taibi • Lac Dana • Lac Wetetnagami	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)	Directive émise	Oui	Autorisation du projet sous réserve de 4 conditions	–

Projets divers[1]					
PROJET	INITIATEUR	RECOMMANDATION DU COMEV	ASSUJETTI AU PROCESSUS	RECOMMANDATION DU COMEX	RECOMMANDATION DU COFEX-Sud
Traitement de sols contaminés au banc d'emprunt W-99-4	SEBJ	–	Non	–	–
Construction d'une usine d'eau potable	Nation crie de Wemindji	–	Non	–	–

[1] *Six autres projets ont été exemptés du processus, après évaluation, en raison du peu d'impacts environnementaux et sociaux.*

JBACE

ANNUAL REPORT 2009-2010

Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James
James Bay Advisory Committee on the Environment
ᑲ ·ᐃᑎᐱᐣᑎᐣᓴ ᑲ ·ᐃᓂᐣᓴ ᐊᓵᒋᓱ ᒣᐃᐸᓵ ᐯᐃ

Cover Photo and photo on page 4: Beesum Communications

Photos on page 5 and on back cover: Claude Péloquin

Photos of Cape Jones (Pointe Louis XIV) (page 10): Charlie Pepabano

Graphic Design: Mona Turner

Translation into English: Kathryn Lawson

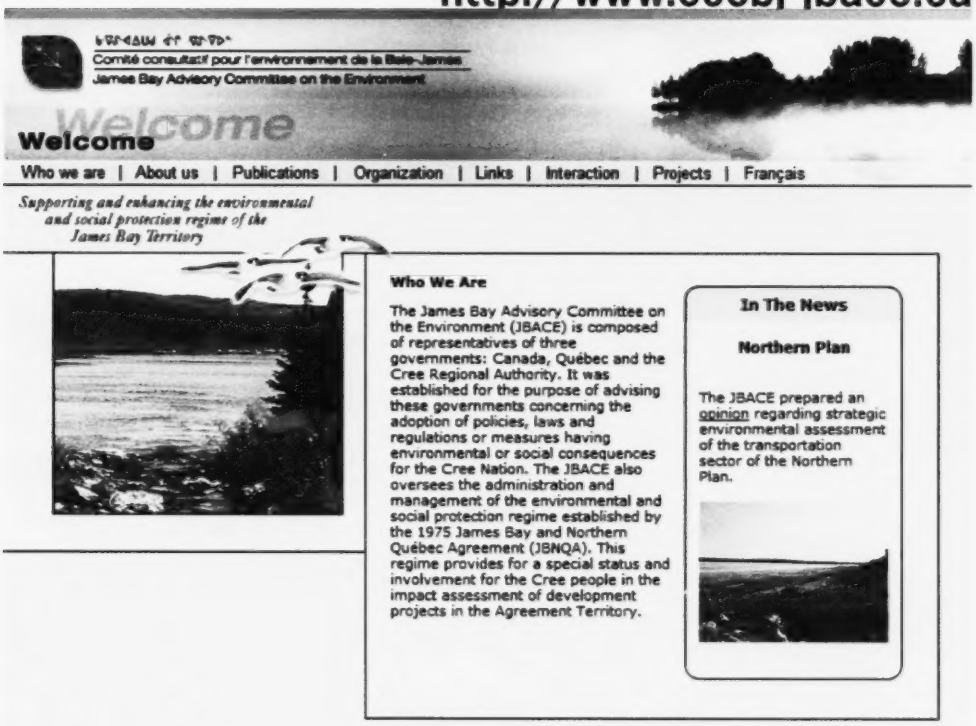
ANNUAL REPORT
2009 – 2010

James Bay Advisory Committee on the Environment

ᑲ ·ᐃᙏ·ᐊᑕᕃ·ᑲᐤ ᐊᓴᑦ ·ᐃᙏ·ᐁ·ᐃᓂᓯᒃ

This report is available on the website of the James Bay Advisory Committee on the Environment (JBACE). The site contains a wealth of information pertaining to the Committee, including its mandate and activities. The information is available in three languages.

http://www.ccebj-jbace.ca


Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James
James Bay Advisory Committee on the Environment
Welcome
Welcome
Who we are | About us | Publications | Organization | Links | Interaction | Projects | Français
Supporting and enhancing the environmental and social protection regime of the James Bay Territory
Who We Are
The James Bay Advisory Committee on the Environment (JBACE) is composed of representatives of three governments: Canada, Québec and the Cree Regional Authority. It was established for the purpose of advising these governments concerning the adoption of policies, laws and regulations or measures having environmental or social consequences for the Cree Nation. The JBACE also oversees the administration and management of the environmental and social protection regime established by the 1975 James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA). This regime provides for a special status and involvement for the Cree people in the impact assessment of development projects in the Agreement Territory.
In The News
Northern Plan
The JBACE prepared an opinion regarding strategic environmental assessment of the transportation sector of the Northern Plan.

Copies of this report are also available at the JBACE secretariat:

James Bay Advisory Committee on the Environment

383, rue Saint-Jacques, bureau C-220

Montréal (Québec) H2Y 1N9

☎ 514-286-4400

514-284-0039

Legal deposit
Bibliothèque nationale du Québec
National Library of Canada

ISBN

ISSN

TABLE OF CONTENTS

Letter to the federal and Québec Ministers of the Environment and the Grand Chief — i

CHAIRMAN'S MESSAGE — ii

TERRITORY COVERED BY THE ENVIRONMENTAL AND SOCIAL PROTECTION REGIME (SECTION 22) — iii

INTRODUCTION — 1

1. Transparent public participation: strengthening the role of environmental assesment 2

   a) Public consultation guide — 2

   b) Implementation of the revised lists of development projects — 2

2. Environmental and social issues related to the Northern Plan — 3

   a) The Northern Plan in the context of the JBNQA — 3

   b) Strategic environmental assessment of the Northern Plan — 3

3. Follow-up studies on the dike failure at the old Opemiska mine — 5

4. Reform of the forest regime and the issue of regional governance — 6

   a) Required alignment with agreements signed with the Crees — 6

   b) Consideration in the final legislation — 6

5. Protection of woodland caribou habitat — 7

CONCLUSION — 8

ACTIONS TAKEN BY THE JBACE ON OTHER ISSUES — 9

APPENDIX 1 · COMPOSITION AND MEETINGS OF THE JBACE — 11

1.1 COMPOSITION OF THE JBACE — 11

1.2 COMPOSITION OF SUBCOMMITTEES — 11

1.3 SECRETARIAT — 12

1.4 JBACE MEETINGS — 12

APPENDIX 2 · STATEMENT OF FINANCIAL ACTIVITIES FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2010 — 13

APPENDIX 3 · COMPOSITION AND MEETINGS OF THE EVALUATING COMMITTEE (COMEV), THE PROVINCIAL REVIEW COMMITTEE (COMEX) AND THE FEDERAL REVIEW PANEL (COFEX-SOUTH) — 14

APPENDIX 4 · TABLE OF PROJECTS SUBMITTED TO THE EVALUATING COMMITTEE (COMEV), THE PROVINCIAL REVIEW COMMITTEE (COMEX) AND THE FEDERAL REVIEW PANEL (COFEX-SOUTH) — 15

March 31, 2010

The Hon. Jim Prentice
Minister of the Environment of Canada

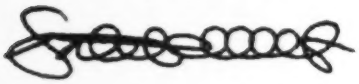
The Hon. Line Beauchamp
Québec Minister of Sustainable Development,
Environment and Parks

Grand Chief Matthew Coon Come
Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)

Ministers Prentice and Beauchamp:
Grand Chief Coon Come:

I am pleased to present the activity report of the James Bay Advisory Committee on the Environment for the year ended March 31, 2010.

Respectfully submitted,



Ashley Iserhoff
Chairman

CHAIRMAN'S MESSAGE

In 1975, the James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA) marked the history of Canada by being the first treaty to confer a form of self-government on Aboriginal nations. The architects of the JBNQA made an even bolder statement in establishing a hunting, fishing and trapping regime that recognizes and protects Aboriginal peoples' right to harvest, as well as an environmental and social protection regime (Section 22) to minimize the negative impact of development on ecosystems and Cree communities.

Thus, at a time when environmental assessment was relatively unknown territory in Canada, the JBNQA innovated by providing for an impact assessment and review procedure applicable to development projects. The Cree people are stakeholders in this procedure because they have representatives on the evaluating and review committees.

Environmental assessment and public participation methods have changed considerably over the last 35 years, and so the JBACE believes the time has come to update the Section 22 assessment and review procedure. The daring ideas of the architects of the JBNQA are the Advisory Committee's source of inspiration for hoping to convince the signatory parties (Canada, Québec, Crees) to modernize the Section 22 procedure by making project assessment and public participation more transparent.

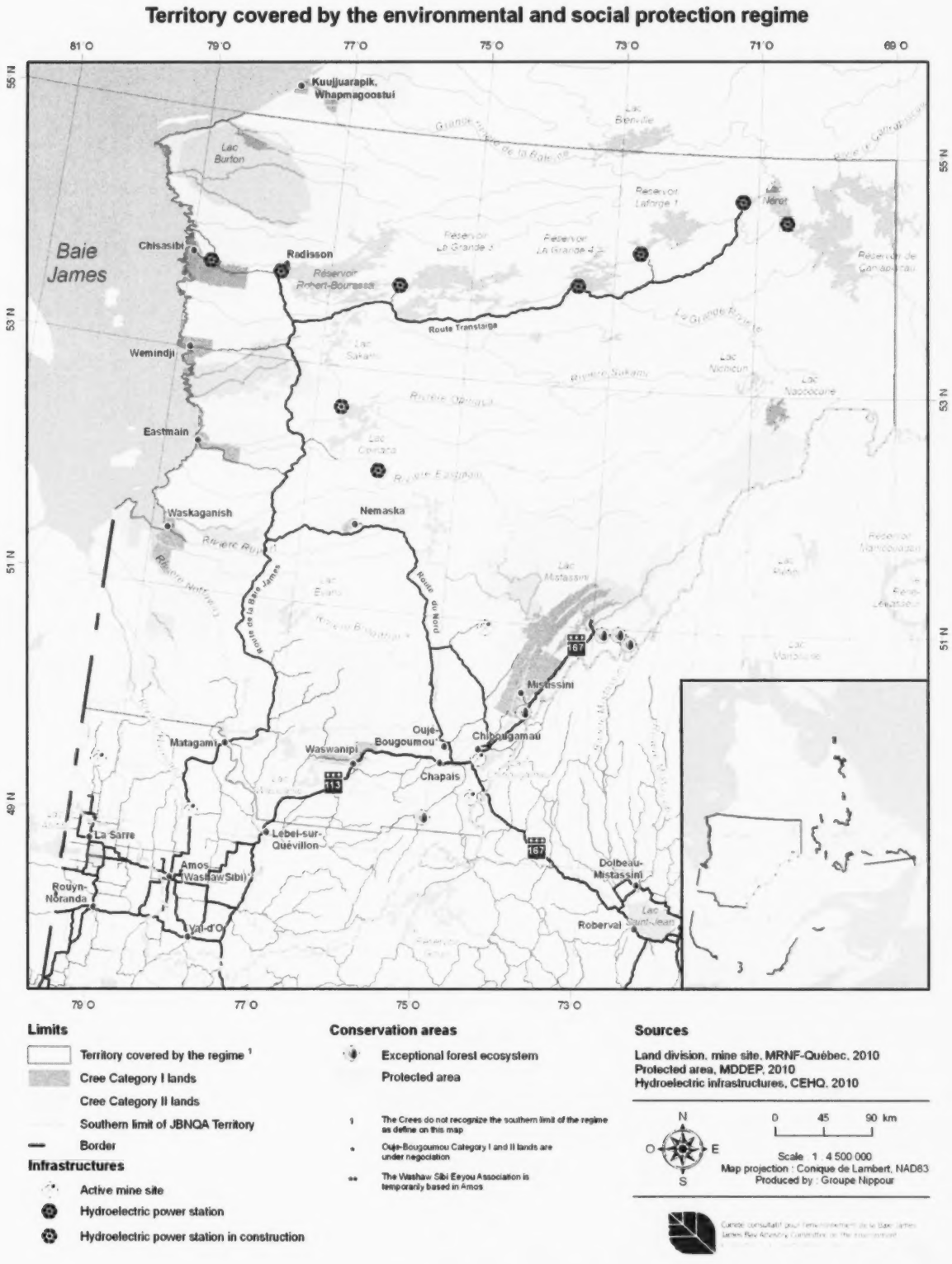
Northern Québec is undergoing major changes, as evidenced by numerous indicators. The development activities expected to take place under the Québec government's Northern Plan, raise significant environmental concerns in Northern Québec. It is difficult to predict the duration, geographic extent and scope of these changes. However, new concepts such as strategic environmental assessments have been developed. It is crucial that special attention be paid to these ideas in a northern context.

In reading this report, you will see that the JBACE faces major challenges in overseeing the environmental and social protection regime. Modernizing the regime would give the JBACE the means necessary to meet those challenges.

Exceptional circumstances allowed me to chair the JBACE for a third consecutive term. It was an extremely enriching experience for me and I would like to thank all of the JBACE members and staff for their trust and support.

Ashley Iserhoff
Chairman
March 31, 2010

Territory Covered by the Environmental and Social Protection Regime (Section 22)



INTRODUCTION

The James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA), signed in 1975, established the environmental and social protection regime (Section 22). This regime applies specifically to the Cree people and aims to protect their environment and their wildlife harvesting rights. The JBNQA thereby recognizes the system of land holding grounded in Cree family traplines.

The James Bay Advisory Committee on the Environment (JBACE) plays a two-fold role in the application of the environmental and social protection regime. First, it examines policies, laws and regulations that might have an impact on the regime and, where needed, advises and makes recommendations to the responsible government. Second, the JBACE oversees the application of the environmental and social impact assessment and review procedure for development projects.

The JBACE is composed of members equally appointed by the three parties concerned by Section 22, i.e. the governments of Canada and Québec and the Cree Regional Authority (CRA). A rotating chairmanship ensures balanced leadership of the Advisory Committee. In 2009-2010, the chairmanship was assumed by the Cree party.

This year, the Advisory Committee focused its efforts on two major issues: a) raising awareness among decision makers about the need for strategic environmental assessment (SEA) of the Northern Plan – it formulated an opinion to support the next stages of implementation of an SEA approach – and b) the need to strengthen the environmental assessment procedure through systematic, structured and transparent public participation – the JBACE is currently preparing public participation guidelines.

In keeping with its mandate, the Advisory Committee also advised the provincial government on two pieces of proposed legislation: Bill 79: An Act to amend the Mining Act and Bill 57 repealing the Forest Act.

The JBACE counts on the signatories' close cooperation to act on its recommendations for modernizing the environmental assessment procedure. In our opinion, the issue is very clear: in a context of major development across sectors[1] such as that proposed under the government's Northern Plan, recourse to innovative tools is needed in order to assess the environmental and social impacts of plans and programs upstream from their implementation. In the JBACE's opinion, one of the best tools available, and one that is recognized internationally, is strategic environmental assessment (SEA). A precedent has already been set in Québec with the strategic environmental assessment program for offshore hydrocarbon development in the estuary and northwestern part of the Gulf of St. Lawrence.

The James Bay Territory is a vast area that harbours a multitude of resources. However, environmental assessment of development projects, as practised over the last 30 years, has revealed that significant gaps still remain in our knowledge, especially about the cumulative impacts of such projects. In the JBACE's opinion, the precautionary principle must be applied to the Northern Plan. Woodland caribou, a designated vulnerable species, is a good reminder to all of us that making certain decisions hastily without decision-support tools can be risky.

[1] *The Northern Plan involves mining, forestry, energy and tourism projects.*

TRANSPARENT PUBLIC PARTICIPATION: STRENGTHENING THE ROLE OF ENVIRONMENTAL ASSESSMENT

a) Public consultation guide

The JBACE formulated recommendations to the parties regarding the establishment of a transparent public consultation process adapted to the context. The recommendations followed on a research project aimed at comparing the current practices under the Section 22 impact assessment and review procedure with internationally recognized practices for public participation.

In light of those recommendations, the JBACE proposes to draw up a guide to good practices for public consultation that defines clear principles for triggering participation, disseminating information and ensuring the process is credible. The public consultation process must be transparent, credible and adapted to the social and cultural context of Cree communities.

To that end, the JBACE formed a working group composed of public participation experts, including professionals with years of experience on operating committees established by sections 22 and 23 of the JBNQA, university researchers and officials from the environmental assessment branch of the Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP).

b) Implementation of the revised lists of development projects

In 2008, the JBACE presented recommendations to the parties on reviewing the lists of development projects subject to and exempt from impact assessment (schedules 1 and 2 of Section 22).[2] Regretfully, the parties have not yet acted on the Committee's recommendations. Even though the JBNQA provides for the review of these lists every five years, no such initiative has been completed. The JBACE would like to remind the parties that the process would be substantially improved and more transparent if projects or activities already governed by a sound regulatory framework or supported by advanced technologies were exempt from assessment.

Contaminated site remediation projects are an eloquent example: even if the decontamination methods have proven to work, every project must be submitted to the Evaluating Committee (COMEV) because this type of project is not covered by either list. All 19 decontamination projects submitted to COMEV to date were exempted from the preparation of an impact statement.

The JBACE is once again reiterating that it is willing to work with the parties to improve the assessment and review procedure by undertaking the first revision of the lists of development projects since the signing of the JBNQA.

[2] *The JBNQA provides for the review of these lists every five years "in the light of technological changes and experience with the assessment and review process" (par. 22.5.1 and 22.5.2).*

2.

ENVIRONMENTAL AND SOCIAL ISSUES RELATED TO THE NORTHERN PLAN

In September 2008, the Premier of Québec announced an ambitious development plan for northern Québec that includes, among other things, expansion of the road network, major hydroelectric projects and mineral and forest resource development. The Northern Plan also provides for the preservation of 12% of the area north of the 49th parallel and protection of 50% of the area covered by the plan from industrial development.

a) The Northern Plan in the context of the JBNQA

Ever since the Northern Plan was announced, the JBACE has been working to ensure recognition of the rights guaranteed to Native people under the JBNQA: it is important that the Northern Plan be crafted and then implemented while respecting the guiding principles of the environmental and social protection regime, notably protection of the Crees' wildlife harvesting rights, their economy and their society. Furthermore, the JBACE stressed to the responsible authorities, including during a meeting with the associate deputy minister responsible for the Northern Plan (MRNF), that the Northern Plan should be implemented on the basis of regional governance that respects the JBNQA and ensures fair representation for the Crees.

b) Strategic environmental assessment of the Northern Plan

Given the scope of the proposed Northern Plan and the developments that will arise from it, the JBACE believes it is imperative to analyze the territory's environmental, social and institutional capacity to cope with such an initiative, taking into account the specific characteristics of the JBNQA territory and sustainable development principles. An assessment of the major impacts created by the Northern Plan is necessary to minimize the negative impacts; moreover, it would be advisable to determine the main strategic directions for the development and implementation of the Northern Plan so as to promote a coordinated approach to development projects. To meet these two major objectives, the JBACE issued an opinion recommending that the government use an evaluation tool known as strategic environmental assessment (SEA).

Considering the scope and multi-sector nature of the Northern Plan, the government will not be able to rely on project-based environmental assessment to analyze the cumulative impacts as well as the overall effect of the planned initiatives that will affect the territory and, above all, the way of life of the occupants and users of the territory. However, SEA is a planning tool that can be incorporated into development of plans, policies or programs.

Since the government has opted for a sector-based approach, the JBACE is of the opinion that an analysis of the transportation sector could be especially relevant, because all the developments proposed under the Northern Plan will be based on implementation of a transportation network. Thus, SEA would make it possible to simultaneously take into consideration the major issues raised by the Northern Plan and analyze the various options for implementation of a transportation network.

Moreover, the JBACE commissioned a report from SEA experts that lays the foundations for a future SEA of the transportation sector by defining the elements that must be considered in the planning stage, notably the JBNQA and the current institutional, environmental and social context. The JBACE communicated the report's conclusions to the government. In the coming year, the Advisory Committee will continue its efforts to promote the essential need for a strategic environmental assessment of the transportation sector.

3

FOLLOW-UP STUDIES ON THE DIKE FAILURE AT THE OLD OPEMISKA MINE

In June 2008, a tailings pond dike at the old Opemiska mine crumbled, apparently spilling (according to MRNF estimates) roughly 1 million m^3 of water and 50 000 m^3 of fine tailings over tens of kilometres downstream. Nearly two years later, the JBACE is still concerned about the lack of information provided to the Crees, the remediation measures taken, and the monitoring of impacts on fish and benthic fauna and their habitat and, consequently, the impact of this major accident on the Crees who use the area. Moreover, the Advisory Committee is still waiting for the Ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) to deliver on its promise to strengthen the monitoring and follow-up measures for mining facilities. No specific program has been submitted to the JBACE and no provisions in this regard have been introduced into Bill 79 amending the Mining Act.

Although the JBACE received data from the MRNF regarding water quality in the impact area of the Opemiska spill, the Advisory Committee had to pressure the responsible authorities into taking the necessary measures to assess the spill's impacts on fish populations and habitat on which the Crees depend. To date, no follow-up study has been conducted on fish habitat. The JBACE also requested Environment Canada's cooperation given the areas of federal jurisdiction involved, notably enforcement of the Fisheries Act. The Advisory Committee does, however, acknowledge that the MRNF made significant efforts to redevelop the site in an attempt to control erosion and the transport of tailings downstream. In our opinion, it is very important that the environmental follow-up program continue.

A visit to the Opemiska site. In the foreground, from left to right: Willie Iserhoff, Jacques Bérubé (Chapais mayor), Ginette Lajoie, Marc Houde (MRNF) and Jean Picard.

4

REFORM OF THE FOREST REGIME AND THE ISSUE OF REGIONAL GOVERNANCE

The proposed Forest Occupancy Act (Bill 57), tabled in June 2009, was to have established a new forest regime for Québec. Among the major changes proposed by the government was the transfer of responsibility for preparing the forest management plans[3] of forest management contract holders to the MRNF as of 2013.

a) Required alignment with agreements signed with the Crees

During the parliamentary committee hearings into Bill 57 in October 2009, the JBACE delegation underlined that the name of the statute, "Forest Occupancy Act," not only did not reflect the content of the legislation, but also seemed to ignore the original occupation of the land by Aboriginal people. The Advisory Committee also emphasized the need to align the new forest regime with the provisions of the JBNQA and the Agreement Concerning a New Relationship Between Québec and the Crees (ANRQC). The JBACE recommended that the bill make specific reference to the environmental and social protection regime under the JBNQA and the adapted forest regime under the ANRQC.

Furthermore, the JBACE pointed out that, in its opinion, the transfer of certain forest management responsibilities to the regions is problematic. Since these responsibilities would be transferred to bodies that have no Cree representatives on them, the JBACE stressed the obligation to respect the JBNQA, notably by establishing consultation mechanisms that ensure a special status and involvement for the Cree people.

b) Consideration in the final legislation

The National Assembly passed the Sustainable Forest Development Act, a more appropriate name, in March 2010. The Act provides for, among other things, the establishment of a Cree-Québec working group to ensure consistency between the adapted forest regime under the ANRQC and the new forest regime for Québec. However, the issue of regional bodies in the James Bay Territory was not resolved and is a basic problem not only for sustainable forest management, but also for land use planning.

[3]*These plans would be called "tactical plans for integrated forest management" starting in 2013.*

5

PROTECTION OF WOODLAND CARIBOU HABITAT

In its opinion on the revised forest management plans for the James Bay territory, the JBACE expressed its concern regarding the planned construction of over 4000 km of forest roads between now and 2013. Given the potential impact of these roads on Cree communities and trappers as well as on the natural environment, the JBACE reminded the government that "major access roads built for extraction of forest products" are automatically subject to the Section 22 impact assessment and review procedure (Schedule 1, par. 4a).

The Advisory Committee deplores the fact that its opinion was ignored. And in light of this situation, the Grand Council of the Crees deemed it appropriate to institute legal proceedings, which led to a letter of understanding with the MDDEP to submit eight of the planned forest roads to impact assessment.

The JBACE was also made aware of the impacts of forest roads on woodland caribou habitat. Considering that the woodland caribou has been designated a vulnerable species, the JBACE wrote to the Section 22 administrators and committees to stress the importance of recognizing the woodland caribou as a target species during environmental assessments, as provided for in the woodland caribou recovery plan adopted in April 2009. The Provincial Administrator responded favourably to this request.

However, the JBACE considers that assessing the impacts of individual projects does not enable an overall appreciation of forest road impacts on woodland caribou habitat. It therefore called on the governments to assess the environmental impacts of forest roads in James Bay at the regional level. There has been no response from the governments.

CONCLUSION

The JBACE considers that its interventions will result in environmental and social gains on several fronts:

- modernization of the Section 22 environmental and social impact assessment and review procedure through the development of guidelines for establishing a consultation process;

- strategic environmental assessment of the Northern Plan, with priority on assessment of the transportation sector and its consequences in terms of opening up the territory and developing it in a sustainable manner;

- the planned follow-up studies of the impact of the Opemiska tailings dike failure on fish and fish habitat and the harvesting of this resource by the Crees;

- consideration, in the Sustainable Forest Development Act (Bill 57), of Cree land use and the Crees' leading role in decisions regarding future development of the territory.

It is our hope that these steps will lead to closer relations with our government partners.

In this regard, it must be remembered that environmental and social protection concerns a wide range of issues. That is why the JBACE has decided to identify priority issues through renewed strategic planning in 2009-2010. [4]

The Advisory Committee is forced to remind the parties that without the necessary funding and competent human resources to run its secretariat, it cannot fulfil its mandate and obligations. The JBACE secretariat relies on barely 2.5 person-years. For years, the JBACE has been reducing its primary expenditures by sharing a secretariat officer, office space and certain office equipment with the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee.

The JBACE deems that it will be impossible for it to operate without a full-time analyst and, consequently, it must receive greater funding next year. It will also be impossible to carry out its mandate to review the next series of forest management plans (par. 22.3.34 of the JBNQA) without dedicated funding for that purpose.

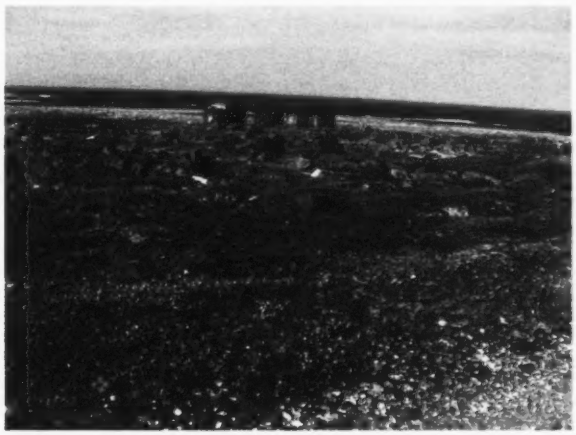
To ensure transparency, the JBACE strives to make its information public and therefore invites you to consult its website at the following address: **www.ccebj-jbace.ca**

[4]See the strategic plan for 2010-2013 under "Publications – Strategic Plan" on the JBACE's website.

ACTIONS TAKEN BY THE JBACE ON OTHER ISSUES

ISSUE	ACTION
Coordinated review of the Matoush uranium exploration project	The JBACE recommended that the two review bodies be combined as provided for in the JBNQA, or at the very least that they hold joint public hearings. COMEX and COFEX-South agreed to hold joint hearings and share information.
Contaminated site at Cape Jones (Pointe Louis XIV) – former radar station built by the Department of National Defence	The JBACE wrote to the Minister of National Defence requesting that a detailed characterization study be conducted and that the site eventually be cleaned up. The current state of the site makes it unsafe for the Crees to exercise their wildlife harvesting rights.
Expansion of the protected areas network in James Bay (goal to designate 12% of the territory as protected)	• Information session held by MDDEP • JBACE response (in preparation): -Give preference to protected areas proposed by Cree communities -Take into account the sociocultural value of sites considered, from the standpoint of the Crees' original occupation of the territory, as well as their ecological value.
Transportation strategy for Northern Québec	• Presentation by Denis Blais, director of the Bureau de coordination du Nord-du-Québec (Transports Québec). • The JBACE asked to receive a copy of the strategy and take part in discussions regarding its implementation.
Life-cycle assessment (LCA) of residual materials management scenarios for James Bay	• Presentation of a detailed report on LCA by CIRAIG (École Polytechnique). • Involvement of the JBACE, CRA, SEBJ, MDDEP and Recyc-Québec in overseeing the study.

ISSUE	ACTION
Draft Regulation respecting the recovery and reclamation of products by enterprises	JBACE comments: • Set up eco-centres in the communities to foster the stockpiling of recyclables and curb-side recycling.
Québec's Residual Materials Management Policy (2010-2015)	JBACE brief: • Improve infrastructures in Cree communities. • Establish a compensation plan for municipal curbside recycling services in Cree communities.
Climate change impacts in James Bay and adaptation strategies	JBACE participation as a partner in the research project conducted by the Cree Trappers' Association: • Workshops and interviews in three Cree communities. • Creation of a geoportal to organize and provide access to data.



Cape Jones (Pointe Louis XIV)

APPENDIX 1
COMPOSITION AND MEETINGS OF THE JBACE

1.1 Composition of the JBACE

Members appointed by the Cree Regional Authority (CRA)
Glen Cooper, CRA
Ashley Iserhoff, CRA, Chairman
Ginette Lajoie, CRA, Vice-Chairperson
Chantal Otter Tétreault, CRA

Members appointed by the Government of Canada
Annie Déziel, Canadian Environmental Assessment Agency (CEAA)
Maryse Lemire, Fisheries and Oceans Canada
Jean Picard, Environment Canada – Quebec Region (since April 23, 2009)
Denise Morasse, Indian and Northern Affairs Canada (until November 25, 2009)
James Yantha, Indian and Northern Affairs Canada (since November 26, 2009)

Members appointed by the Gouvernement du Québec
Serge Alain, Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (since April 29, 2009)
Josée Brazeau Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
Joanne Laberge, Ministère des Transports du Québec (until January 11, 2010)
Pierre Moses, James Bay Municipality

1.2 Composition of subcommittees

1.2.1 ADMINISTRATIVE COMMITTEE
Josée Brazeau
Ginette Lajoie
Maryse Lemire

1.2.2 WORKING GROUP ON THE REVIEW OF SCHEDULES 1 AND 2 OF SECTION 22 (INCLUDING MINERAL EXPLORATION)
Josée Brazeau
Annie Déziel
Ginette Lajoie
Maryse Lemire

1.2.3 WORKING GROUP ON RESIDUAL MATERIALS MANAGEMENT
Josée Brazeau
Ginette Lajoie
Representatives of the CRA, MDDEP, Recyc-Québec and SEBJ

1.2.4 WORKING GROUP ON PROTECTED AREAS
Josée Brazeau
Annie Déziel
Chantal Otter Tétreault

1.2.5 WORKING GROUP ON THE 35 YEARS OF IMPLEMENTATION OF SECTION 22
Josée Brazeau
Glen Cooper
Ginette Lajoie
Chantal Otter Tétreault
Jean Picard
James Yantha
Geneviève Dionne
Carole Lévesque (INRS)

1.2.6 WORKING GROUP ON PUBLIC CONSULTATION GUIDELINES
Josée Brazeau
Annie Déziel
Ginette Lajoie
Geneviève Dionne
Experts, members of the Section 22 committees and representatives of MDDEP

1.3 Secretariat

Marc Jetten, executive secretary
Geneviève Dionne, environmental analyst
Louise Bélanger, secretariat officer

1.4 JBACE meetings

The Committee held five meetings in 2009-2010:

158th meeting Gatineau, April 1, 2009
159th meeting Montréal, June 23, 2009
160th meeting Montréal, September 30, 2009
161st meeting Québec, December 15, 2009
162nd meeting Rouyn-Noranda, February 24, 2010

APPENDIX 2

STATEMENT OF FINANCIAL ACTIVITIES FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2010*

INCOME	
Subsidy paid to the JBACE	$ 221 000
Evaluating Committee Secretariat (COMEV)	30 000
Total Income	**$ 251 000**
OPERATING EXPENDITURES	
Salaries, benefits	$ 128 391
Telecommunication	5 598
Rent (office space)	25 964
Travel expenses	6 113
Translation	28 921
Photocopying	10 668
Messenger services, postage	1 165
Office supplies, furniture and computer equipment	3 367
Expert opinions, meeting expenses	1 151
Insurance	481
Dues, fees, memberships, conferences	643
Professional fees	4 303
Advisory expenses	65 890
Training	–
Web site expenses	628
Interest, bank charges	317
Amortization	1 761
Subtotal - JBACE	285 361
Expenditures attributable to COMEV Secretariat	30 000
Total operating expenditures	**$ 315 361**
OTHER FINANCIAL ACTIVITY	
Interest income	$ 4 492

*The Review Engagement Report prepared by Gaétan Ruel, CA, Auditor, may be available on demand.

APPENDIX 3
COMPOSITION AND MEETINGS OF THE EVALUATING COMMITTEE (COMEV), PROVINCIAL REVIEW COMMITTEE (COMEX) AND FEDERAL REVIEW PANEL (COFEX-SOUTH)

COMMITTEE	MEMBERS		MEETINGS		
	Appointed by:		**No.**	**Date**	**Place**
COMEV	CRA	Philip Awashish Brian Craik	233 234	2009-04-28 2009-06-23	Montreal Montreal
	Canada	Élizabeth Boivin Annie Déziel (until May 2009) Anne-Marie Gaudet (since May 2009)	235 236 237 238 239	2009-07-29 2009-09-17 2010-01-25 2010-02-24 2010-03-25	Quebec City Montreal Montreal Montreal Montreal
	Québec	Daniel Berrouard Mireille Paul			
	Executive Secretary	Michael O'Neill			
	Appointed by:		**No.**	**Date**	**Place**
COMEX	CRA	Philip Awashish Brian Craik	258 259	2009-04-08 2009-05-08	Montreal Montreal
	Québec	Daniel Berrouard Pierre Mercier Bernard Harvey (until June 2009) Robert Lemieux (since June 2009)	260 261 262 263 264 265 266 267	2009-06-03 2009-06-25 2009-07-28 2009-10-02 2009-10-21 2009-11-16 2010-01-25 2010-03-15	Montreal Nemaska Quebec City Montreal Montreal Mistissini Montreal Montreal
	Executive Secretary	Michael O'Neill			
	Appointed by:		**No.**	**Date**	**Place**
COFEX-South	CRA	Philip Awashish Ginette Lajoie		2009-04-22 2009-05-06	Montreal Montreal
	Canada	Benoît Taillon Anne-Marie Gaudet Claude E. Delisle		2009-12-16 2010-01-07 2010-02-05	Quebec City Montreal Montreal
	Executive Secretary	Benoît Théberge		2010-03-04 2010-03-15	Montreal Montreal

APPENDIX 4
TABLE OF PROJECTS SUBMITTED TO THE EVALUATING COMMITTEE (COMEV), PROVINCIAL REVIEW COMMITTEE (COMEX) AND FEDERAL REVIEW PANEL (COFEX-SOUTH)
April 2010

Energy projects					
PROJECT	PROPONENT	COMEV RECOMMENDATION	SUBJECT TO IMPACT ASSESSMENT	COMEX RECOMMENDATION	COFEX-South RECOMMENDATION
Eastmain-1-A/Sarcelle powerhouses and Rupert diversion: • 38 applications to amend the certificate of authorization	Hydro-Québec Production and SEBJ	—	—	Amend certificate of authorization	—
LG-4 power station: installation of a ramp and three piers	Hydro-Québec Production	—	No	—	—
120-kV power line linking Eastmain-1 with the Eleonore mining camp: application to amend the certificate of authorization	Hydro-Québec Équipement	Directives issued	Yes	Amend certificate of authorization	—

Mining projects					
PROJECT	PROPONENT	COMEV RECOMMENDATION	SUBJECT TO IMPACT ASSESSMENT	COMEX RECOMMENDATION	COFEX-South RECOMMENDATION
Matoush uranium exploration:	Strateco Resources Inc.				Currently reviewing impact statement
• Underground exploration		Directives issued	Yes	Expected in fall 2010	
• Repair and improvement of road access		Directive issued	Yes	Exptected in fall 2010	
• Reuse of Eastmain winter road		–	No	–	
• Landing strip		–	No	–	
• Sandpits		–	No	–	
Development of diamond deposit on the Foxtrot property	Les Diamants Stornoway (Canada) Inc.	Expected in May 2010		—	—
Bachelor Mine: application to increase the milling rate	Metanor Resources Inc.	–	No	–	–
Development of a gold deposit on the Eleonore property	Opinaca Mines Ltd.	Directives issued	Yes	Expected in summer 2010	–
Operation of a borrow pit		Directives issued	Yes	Waiting for additional information	
Lac Rocher mining project	Victory Nickel Inc.	Directives issued	Yes	Additional information requested	–
Winter road access to the "L" deposit	Abitex Resources Inc.	Directives issued	Yes	Impact statement not received	–
Exploration of the Discovery property	Cadiscor Resources Inc.	Directives issued	Yes	Expected in May 2010	–

Transportation					
PROJECT	PROPONENT	COMEV RECOMMENDATION	SUBJECT TO IMPACT ASSESSMENT	COMEX RECOMMENDATION	COFEX-South RECOMMENDATION
Extension of Route 167 Nord	Transports Québec	Directives issued	Yes	–	
Improvements to the Waskaganish airport	Transport Canada	–	No	–	–
Forest road "E-Ouest"	Barrette-Chapais Ltée	Directives issued	Yes	Expected in April 2010	–
Extension of forest road "L-209 Nord"	Barrette-Chapais Ltée	Directives issued	Yes	Expected in April 2010	Currently reviewing the impact statement
Forest roads "I" and "H-Ouest"	Matériaux Blanchet Inc.	Directives issued	Yes	Waiting for the impact statement	–
Forest road "J"	Domtar Inc.	Directives issued	Yes	Impact statement not received	–

Protected areas					
PROJECT	PROPONENT	COMEV RECOMMENDATION	SUBJECT TO IMPACT ASSESSMENT	COMEX RECOMMENDATION	COFEX-South RECOMMENDATION
4 proposed biodiversity reserves: • Tourbières-Boisées-du-Chiwakamu • Lac Taibi • Lac Dana • Lac Wetetnagami	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)	Directives issued	Yes	Authorize project subject to 4 conditions	–

Miscellaneous projects[1]					
PROJECT	PROPONENT	COMEV RECOMMENDATION	SUBJECT TO IMPACT ASSESSMENT	COMEX RECOMMENDATION	COFEX-South RECOMMENDATION
Treatment of contaminated soil at Borrow pit W-99-4	SEBJ	–	No	–	–
Construction of a drinking water plant	Cree Nation of Wemindji	–	No	–	–

[1]*Six other projects have been evaluated and exempted from the procedure because little environmental and social impacts were anticipated.*

ᓄᓇᕗᑦ ᐊᓂᔪᒡᒎᖅ

ᐅᓇᓱᒋᑦ ᑕᕐᕋᐅᓚᐅᖅ ᐱᔪᓐᓇᖅ ᐱᖓᓱᐃᓐᓇᖅᑐᖅ

2009 ᐊᑦᑎᐊᒪ 2010

Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James
James Bay Advisory Committee on the Environment
ᑲ ᐊᑎᐱᑦᑎᓪᓗ ᑲ ᐊᓕᓪᓗ ᐊᖏᕐᕋ ᖃᐅᔨᓴᖅ ᐅᐃ

∇ ᐅᖏᑕᕈᒪᓇᐢᖏ ᒪᓕᓇᐱᖏᐃᐅᵅ ᑲᔪᖏ ᓄᵒ ᕿᔭᑎᑭᓂᑲᵅ ᒪᓕᓇᐱᖏᐃᐅᵅ: ᐋᓕᒪ ᐊᕿᑎᵐᑕᒻᒧᓕᓇᖏ

ᒪᓕᓇᐱᖏᐃᐅᵅᖏ ᓂᔨᓗᵅ ᕿᔭᑎᑭᓂᑲᓂᖏ ᑲᔪᖏ ᒪᓕᓀᖏᐃᐅᵅ Δ ᐊᐱᐱᔪᓄ·Δᖏᓚ: ᑲ·ᓪᐅᑦ Λ·ᓪᑲ·Δᵅ

ᕆΔᕐ ·ᑎᐅᓂᔭ ᒪᓕᓇᐱᖏᐃᐅᵅᖏ(∇ ᒥᑭᵐᑌᐅ·∇ᔨᓚ ᓄ·ᐃ XIV ·ᐃᖏᑕᑯᖏᓚ)(ᒥᑕᖏᑐ ᕿᔭᑌᑭᓂᑲᵅ):ᐃᓕᓀᓪ ᐱᕿᕐᓄ

ᑲ ·ᐃᔪᔭᖏᑕᖏᖅ ᕽ ᐃᔨᓇᔪᓂᔭᓚ: ·ᒪᐅᓇᓇ ᑎᕐᓂᕐ

∇ ᐃᓄᵐᑌᔭᓚ ᑲ ᐃ·ᑌᵐᑕᒧ·ᐊᑕᖏᖅ: ᐊᓇᓇ ᐱᓪᒃᓕᓭᒥᵒ

ᐁ ᐃᔨ ᑕᐸᑐᑌᓄ ᐯᓴᑯ ᐱᐳᓇᐦ

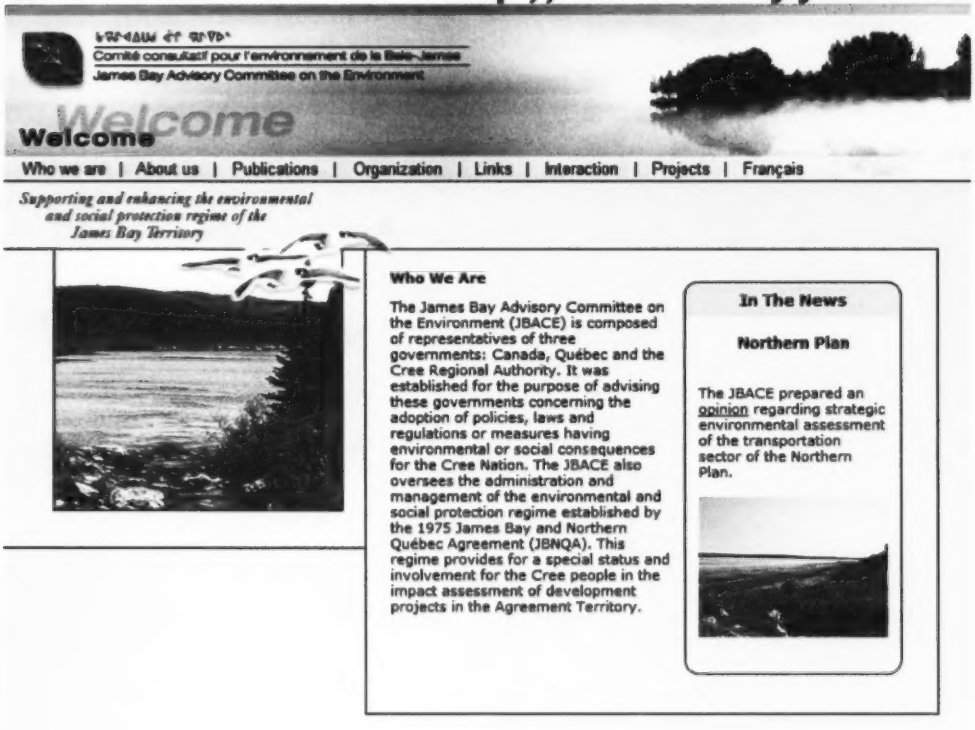
2009 ᐋᐦᐃᒪ 2010

ᑲ ·ᐃᙏ·ᐊᑕᐦ·ᑲᐤ ᐊᔭᑦ ·ᐃᙏ·ᐁ·ᐃᓂᓯᐠ

KAWIISHUWAATAHKWAU ASTCHEE WIISHUWEWINIYUU

Þ Lᓯᓇᖏᐃᑲᓇᐤ ∇ ᑕᐸᑐᑌᓴ ᑕᓇ ᑲ ᐯᒋ ᐃᑕᐸᑎᓯᓇᓰᖓᓴ Þ ᑲ ᐱᐳᖓᓴ ᐊᓂᑕᖏ ᑲ Lᓯᓇ·ᑯᔨᑌᓯᓇᖏᐃᑐᐸᖓᓴ ·∇ᐱᔨᐃᑦ ᑲ ·ᐃᓕᓀ·ᐊᑕᖏ·ᑲᐤ ᐊᔨᒋ ·ᐃᓕᓀ·∇·ᐃᓂᔪᐧ ∇ ᐃᖏᑕᑯᓂᐳ·ᑲᐤ ᑫ·ᑲᔪᖏ ∇ Lᓯᓇᓴᑌᐳ·ᑲᐤ. ᒥᔨᑕᖏᐃ ᐃᖏᑕᑯᓇ ᑫ·ᑲᓇ ᑫ ᒋ ᐃᔾ ᑎᔨᑫᐳᖏᑕᒥᐃᓇ·∇ᓴ ∇ ·ᐃᖏᑕᑯᖏᓴ ᑕᓇ ∇ ᐃᑦᑕᐸᑎᓯ·ᑕᐤ ᓂᵐᑕ ᑕᓇ ∇ ᐃᖏᑎ·ᑕᐤ ᐊᓂᒋ ᑲ ·ᐃᑕᐱᔨᑕᖏᖏ·ᑲᐤ ᐅᔪ ∇ ·ᐃᓀ·ᐊᑕᑲᓄᐳᓴ ᐊᔨᒋ ·ᐃᓀ·∇·ᐃᓂᔪᐧ. Þ Lᓯᓇᖏᐃᑲᓇᐤ ᑭᑲ ᒋ ᐊᖃᓇ·ᐊᐤ ᐊᓂᑕᖏ ᑫ ᒋ ᐅᖏᑕᓇᑐᐢ:

ᒪᐅᑕ ᑫ ᒋ ᐃᔾ ᐱᖏᑌᐸᐳᖏᐅᔪᐢ: http://www.ccebj-jbace.ca



ᒪᐅᑌᖏ ᑫ ᒋ ᐅᖏᑎᓀᒐᔪ Þ Lᓯᓇᖏᐃᑲᓇᐤ:
ᑲ ·ᐃᓀ·ᐊᑕᖏ·ᑲᐤ ᐊᔨᒋ ·ᐃᓀ·∇·ᐃᓂᔪᐧ

James Bay Advisory Committee on the Environment

383, rue Saint-Jacques, bureau C-220

Montréal (Québec) H2Y 1N9

☎ 514-286-4400

514-284-0039

Legal deposit ᐊᓂᑌᖏ ᕿᓀ·∇ᐳᖏᑕᑯᖏ·ᑲᐤᖏ
Bibliothèque nationale du Québec
National Library of Canada
ᑲᓀᑕ Lᓯᓇᖏᐃᑲᓇᐤ ∇ ᑲᓀ·∇ᐳᖏᑕᑯᖏ·ᑲᐤᖏ

ISBN

ISSN

ᐁ ᒪᓯᓇᑌᓂ ᓂ·ᑲᓐᕿᐤ ᐁ ᐃᐦᑕᑯᐦ·ᑲᓐᕿᐤ

ᑲ ᒪᓯᓇᐦᐊᒧᒋ·ᐊᑲᓄ·ᐃ·ᑦᐣ ᑭᔭᑭᒫᒪᒧᓂ ᐊᔭᑦᓯ ᑲ ᓇᓇᑲᑕᐁᔨᐦᑕᐦ·ᑲᓐᕿᐣ ᑲᓯ" ᐃᓂᐯᑯ ᓄᐦᑭᐢᑭᐃᔨᓄᓂ ᐁ ᓇᑕᒫᑐ·ᑦᐣ ——— i

ᑲ ᑭᙳᑕᐱᙳᑕᐦᓂ ᐅᑕᔨᒧ·ᐃᓂᐣ ——— ii

ᐊᐣ ᐊᔭᑦ ᐁ ᐃᙳᐱᐊᙽᓂ ᐁ ᐃᒧ ᐊᑯᓇᐦᐃᕿᒉᔨᐦᑌ ᐊᐣ ᐊᔭᑦ ᓂᙳᑦ ᐱᒫᑎᓄᐟ·ᐃᓂᐦᑌ ᐁ ᐃᒧ ᑕᐦᑲᐦᐃᕿᒉᔨᐦᑌ ᐁ ᐃᒧ ᑲᓇ·ᐁᔨᐦᑕᑲᑲᓄᐦᑌ

(22 ᐁᐄᐦᑐᓄᓇᑌᑌᓂ) ——— iii

ᓄᙳᑕᒪ ᐁ ·ᐃᐦᑕᑯᐦᐦᓂ ——— 1

1. ᐁ ᑭᐦᐦᑲᓇᑯᐦᐦᓂ ᒥᓄ·ᐁ ᐊ·ᐁᐣ ᐁ ᐋᒡᑎᒪᐟᙳᑕᐦᓂᑲ: ᐁ ᒪᙳᑯᐦᑕᑲᓇ·ᐃᐦᑌ ᑐ ᐃᒧ ᑲᓇ·ᐋᒡᐦᑕᑲᓇ·ᐃᐦᑌ ᐅ ᐊᔭᑦ ᐁ ᐃᒧ ᑕᐦᑲᐦᐅᐦᑌᓂ ᐁ ᐃᒧ ᑲᓇ·ᐁᔨᐦᑕᑲᑲᓄᐦᑌ ——— 2
   a) ᒪᓯᓇᐦᐃᑲᐣ ᑐ ᑭ ᐃᐦᑕᑯᐦᐦᓂ ᐁ ᑭᔭᑭᓇᒡᒉᔨᐦᐃ·ᐁᐊᓂ ——— 2
   b) ᐁ ᐋᒡᑎᙳᑕᑲᓇ·ᐃᐦᑲᐦᐣ ᑕᐣ ᐊᐣ ᙿᙳ ᑲ ᒪᓯᓇᑌᓂ ᑕᓂᑦᐦ ᑐ ᐊᑕ ᐅᙳᑲᐦᐣ·ᑲᐣ ᐋᒡᑎᒫᓵᐟ·ᐃᐣᐦ ——— 2
2. ᐁ ᐃᒧ ᐊᑯᓇᐦᐃᕿᒉᔨᐦᑌ ᐊᐣ ᐊᔭᑦ ᓂᙳᑦ ᐱᒫᑎᓄᐟ·ᐃᓂᐦᑌ ᐁ ᐃᒧ ᑕᐦᑲᐦᐃᕿᒉᔨᐦᑌ ᐁ ᐊᐅᒧᐦᓂ ᐁ ᐃᒧ ᐸᑯᐦᐦᓇᒉᔨᐦᑕᑯᐦᐦᓂ ᐅ ᑭᐦᐦᑲᓇᑯᐦᐦᓂ ·ᐋ ᐃᒧ ᑲᓇ·ᐋᒡᐦᑕᑲᓇ·ᐃᐦᑌᓂ ——— 3
   a) ᐅ ᑭᐦᐁᑎᓄᙳᑕᐦᓂ ·ᐋ ᐃᒧ ᑲᓇ·ᐋᒡᐦᑕᑲᓇ·ᐃᐦᑌᓂ ᐊᓂᑦᐦ ᐁ ᒪᓯᓇᑌᓂ ᑎᐃᒥᔪ ᐯᐃ ᓂᙳᑦ ᑭᐦᐁᑎᓄᙳᑕᐦᓂ ᑯᐯᐣ ᓂᔭᑯᒧᐟ·ᐃᓂᐦᑌ 3
   b) ᑎᑭ ᑭᐦ ᐃᐦᑕᑯᐦᐦᓂ ᑎᑭ ᐁ ᐃᒧ ᐋᒡᑎᒪᐟᙳᑕᐦᓇᑲᓇ·ᐃᐦᑌᓂ ᑕᐣ ᐁ ᐃᒧ ᑕᐦᑲᐦᐅᐦᑌᓂ ᐊᔭᑦ ᐅᑕᐦ ᐅ ᑭᐦᐁᑎᓄᙳᑕᐦᓂ ·ᐋ ᐃᒧ ᑲᓇ·ᐋᒡᐦᑕᑲᓇ·ᐃᐦᑌᓂ ——— 3
3. ᑎᑭ ᓂᑕᐟᐋᐦᑕᑲᓇ·ᐃᐦᑌᓂ ᑕᐣ ᑲ ᐊᑕ ᐃᐦᐣᐦᓂ ᑕᐦᑲᐦᐃᕿᒉᔨᐦᑌᓂ ᐅᔨᔪᑕᒪ ᑲ ᐱᔪᐸᔨᐦᐅᒪᒪᐦᑌᓂ ᐊᓂᑌᐦ ᙿᐅᐯᐣᐃ ᑲᓄᑦᐦᓯᓇᓄ·ᐃᐦᑌᓂ 5
4. ᒪᓯᓇᐦᐃᑲᐣ ᐁ ᒥ·ᑲᓂ ᑎᑭ ᐃᐦᑕᑯᐦᐦᓂ ᑎᑭ ᐃᒧ ᑲᓇ·ᐋᒡᐦᑕᑲᓇ·ᐃᐦᑌᓂ ᐅ ᐊᔭᑦᐦ ·ᐃᙿ·ᐁ·ᐊᐣ ᑲᓯ" ᒥᓄ·ᐁ ᐁ ᐃᒧ ᑕᐦᑲᐦᐃᕿᒉᔨᐦᑌᓂ 6
   a) ᑎᑭ ·ᐃᑎᐦᑐᐦ·ᑲᐣᐦ ᓂᔭᑯᒧᐟ·ᐃᐣ ᐃᓄᓂ ᑲ ᒪᓯᓇᐦᐅᐦᓯᒪᐟᑕᐣ ——— 6
   b) ᑎᑭ ᑲᓇ·ᐋᒡᐦᑕᑲᓇ·ᐃᐦᑌᓂ ᑕᐣ ᙿᙳ ᑲ ᐃᒧ ·ᐃᙿ·ᐋᒡᑕᑲᓇ·ᐃᐦᑌᓂ ——— 6
5. ᑎᑭ ᐃᒧ ᑲᓇ·ᐁᔨᐦᑕᑯᓄᔨᓂ ᑕᓂᑦᐦ ᓂᑲᐣ ᐁ ᐊᑕ ᐃᐦᑕᑕᐣ ᐊᑎᐦᓄᐟ ——— 7

ᐊᐣ ᐄᐦᑭᔨᑕᐃ ᐁ ᐊᐅᒧᐦᑌᓂ ——— 8

ᑕᐣ ᑲ ᐃᒧ ᓂᓂᐦᐃᕿᒉᔨᐦᑕᑲᓇ·ᐃᐦᑌᓂ ᑲᓯᐣ ᑲ ᓂᙳᑐ·ᐃᓂᐣ ᐊᓂᑦ ᑲ ·ᐃᑕᐱᔨᑕᐦᓇ·ᑲᐣ ᐅᔪ ᐁ ·ᐃᙿ·ᐋᒡᑕᑲᓇᔨᐅᓂ ᐊᔨᑦ ·ᐃᙿ·ᐁ·ᐃᓂᔪ 9

ᑎ·ᑲᐣ ᐁ ᐃᐦᑕᑯᐦᐦᓂ 1=ᑎ ᐃᒧ ᓂᓂᐦᐃᕿᒉᔨᐦᐊᑲᓇ·ᐃᐦᑌᓂ ᐊᓂᑦ ᑲ ·ᐃᑕᐱᔨᑕᐦᓇ·ᑲᐣ ᐅᔪ ᐁ ·ᐃᙿ·ᐋᒡᑕᑲᓇᔨᐅᓂ ᐊᔨᑦ ·ᐃᙿ·ᐁ·ᐃᓂᔪ 11

1.1 ᑎ ᐃᒧ ᓂᓂᐦᐃᕿᒉᔨᐦᐊᑲᓇ·ᐃᐦᑌᓂ ᐊᓂᑦ ᑲ ·ᐃᑕᐱᔨᑕᐦᓇ·ᑲᐣ ᐅᔪ ᐁ ·ᐃᙿ·ᐋᒡᑕᑲᓇᔨᐅᓂ ᐊᔨᑦ ·ᐃᙿ·ᐁ·ᐃᓂᔪ ——— 11

1.2 ᑎ ᐃᒧ ᓂᓂᐦᐃᕿᒉᔨᐦᐊᑲᓇ·ᐃᐦᑌᓂ ᐊᓂᑦ ᑲ ᐊᔪᑎᐱᐣ·ᑕᐣ ᐁ ᓂᓇᑐ·ᐃᙿᓇ·ᐃᔨᐱᓂ ——— 11

1.3 ᐊᓂᑕᐦ ᐁ ᐅᐦᑭ ·ᐃᐸᒉᔨᐦᑕᑲᓇ·ᐃᐦᑌᓂ ——— 12

1.4 ᐁ ᒪᓯᓇᑌᓂ ᑲ ᐃᒧ ᐊᔨᒣᐅᐦᐃ·ᐁᐣ ᐊᓂᑦ ᑲ ·ᐃᑕᐱᔨᑕᐦᓇ·ᑲᐣ ᐅᔪ ᐁ ·ᐃᙿ·ᐋᒡᑕᑲᓇᔨᐅᓂ ᐊᔨᑦ ·ᐃᙿ·ᐁ·ᐃᓂᔪ ——— 12

ᒥᑎᓯᐋᓯᒪ 31, 2010

ᑲ ᑎᓂᑕᐱᓂᑕᐦᐣᒃ: ᑎᒪ ᐸᔨᓂᑕᐋᔪ

ᑎᖏᐅᑎᒧᐤ ᑯᐦᐢᐸᓄᐤ ᐁ ᐋᔨᔪ ᓇᓇᒃᑎᐦᐃᑦᒥᔅᓴᓗᔪ ᐊᔪᑎᓯ ᐅᑕᐦ ᑲᓇᑦᐦ

ᑲᑎᓂᑕᑎᓂᑕᐦᐣᒃ: ᓪᓄ ·ᐸᐅᔪᒪᓪ

ᑯᐯᒃ ᑎᖏᐅᑎᒧᐤ ᐃᐸᑎᐦᐃᑲᓄ ᐁ ᐋᔨ ·ᐋᑎᐦᐃᒥᑲᓴᐦᐣᔪ ᐊᔪᑎᐦ

ᓄᓂᑦ ᐁ ᑲᓇ·ᐁᓗᐦᐃᒥᑲᓴᐦᐣᔪ ᐊᔪᑎ

ᑎᖏᐅᑎᒧᐦᑲᓄ ᐃᓀᐢᓯ ᑯᓄ·ᑲᒪ

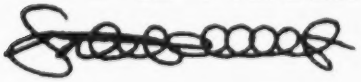
ᓅᐦᑎᑭᐅᐋᓗᓯᐣ ·ᐋᓂᐯᑯᐣ ᐁ ᓇᑕᒪᑐ·ᒋᐤ (ᐋᓗᓯ ᐊᔪᑎ)

ᑎᖏᐅᑎᒧᐤ ᐃᐸᑎᐦᐃᑲᑲᓂᔪ ᐯᐋᕀᑦ ᓄᔪᑦ ·ᐸᐅᔪᒪᐸ:

ᑎᖏᐅᑎᒧᐦᑲᓄ ᐃᓀᐢᓯ ᑯᓄ·ᑲᒪ:

ᓂᓯᑎᔪᓄ ᖁ ᑎᐤ ᐸᑎᔪᑕᓇᐃᒋᑯᓗᔪ ᐊᓄ ᒪᓯᓇᐦᐋᑲᓄ ᐁ ·ᐋᐦᒋᑯᓗᐣᔪ ᒋᓄ ᑲ ᐯᑭ ᐃᒋᐸᑕᓯᒋᐤ ᐊᓂᑎ ᑲ ᐱᐅᐣᔪ ᒥᑎᓯᐋᓯᒪ 31, 2010.

ᐅ ᑲ ᐸᑎᔪᑕᐦᐣᒃ ᐅᓯ ᒪᓯᓇᐦᐋᑲᓂᔪ



ᐊᔪᒃ ᐊᐋᓯᐧᒋᓄ

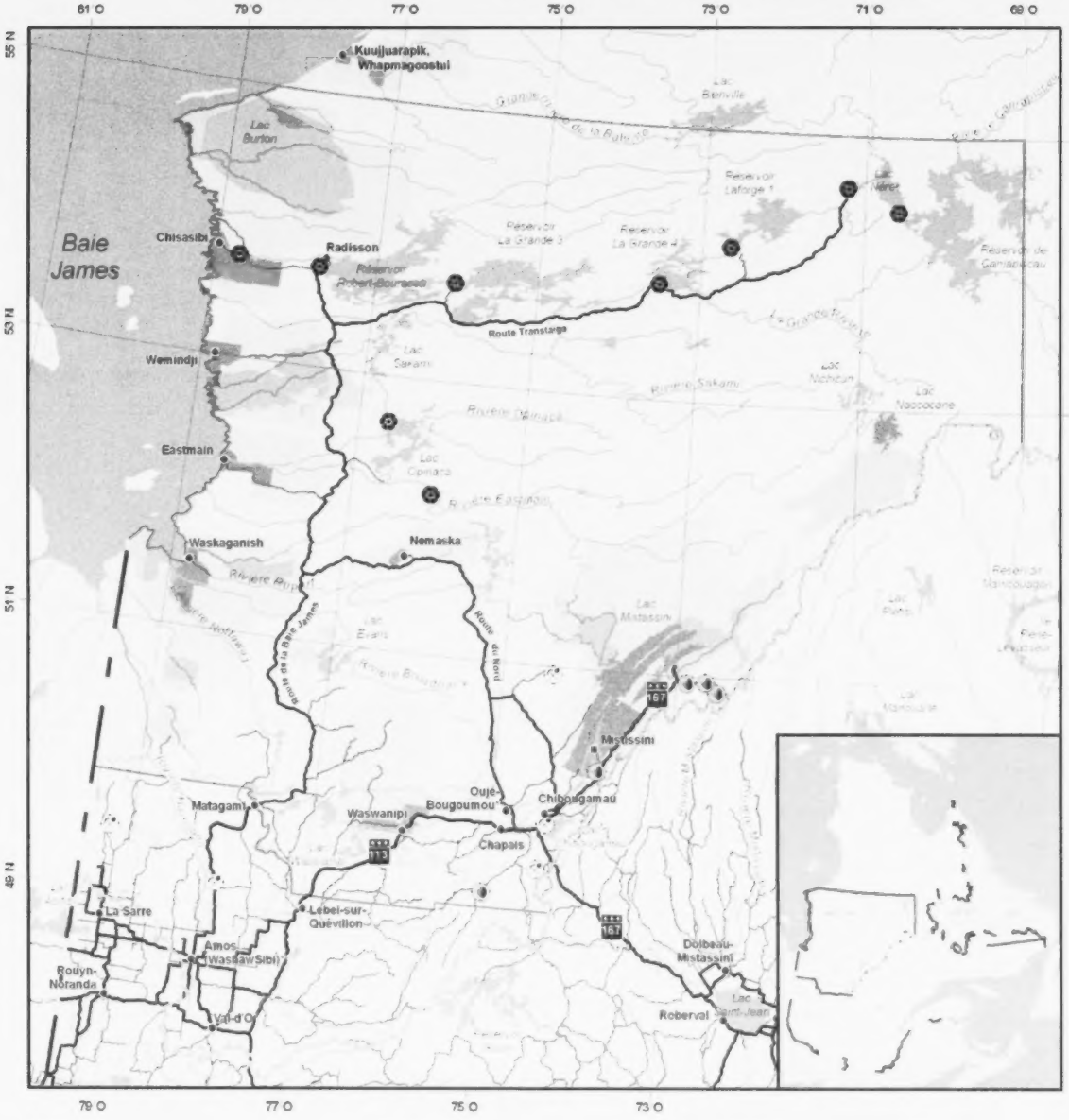
ᑲ ᓂᑲᓂᓄᑲᐦᐣᒃ

ᑲ ᓂᑲᓂᓂᐱᙳᑕᖅᑲᓐ ᐅᑕᓕᒧᑦᐃᓐ

ᐅᓴ 1975 ᐊᓐ ᖁᐃᒋᐊᓪ ᐯᐃᓄ ᑭᓯᐅᑕᓂᖅᓯᓗ ᔪᖅᐯᓐ ᓂᓪᔨᒧᑦᐃᓐ(JBNQA) ᐅᔪᑦᖅ ᐊ ᐊᓴᔪ ᐅ ᖅᑕᔪᖅᓯ ᐅ ᒪᓕᒐᓗᑕ ᐅᑕᖅ ᐃᓄᐃᑦ ᐅ ᐃᖅᑕᖅᓯᓗ ᐅ ᐃᖅᑕᔪᖅᓯ ᐃᓄᐅᑦ ᐅᑭᓚᐅᑦᑐᓂᓕᒃ ᐃᓄᑦ ᐅ ᐃᓐᓴᑐᓂᓕᒃ ᖁᐃᒋᐊᓪ ᐯᐃᓄ ᑭᓯᐅᑕᓂᖅᓯᓗ ᔪᖅᐯᓐ ᓂᓪᔨᒧᑦᐃᓐ(JBNQA) ᐅᔪᑦᖅ ᐊ ᓂ ᐅᖅᑭ ᒪᔪᑲᙳᑌᖅᓂᓂᒃ ᐅ ᐃᖅᑕᖅᓯᓗ ᐊᓐᓯᐅᑦᐃᓐᓴᒃ ᐊᓯᖅ ᐅ ᐃᖅᑕᔪᖅᓯᓗ ᐊᓯᖅ ᐅ ᐅᖅᑲᓴᖅᑕᕆᓂᖅᓯᓗ

ᐊᓐ ᐊᓱᑦ ᐁ ᐃᓕᐱᓗᒃ ᐁ ᐃᔨᓪ ᐊᑯᓇᐦᐃᑲᒉᐣᐦᐊᓐ ᐊᓐ ᐊᓱᑦ ᓂᓪᓂ ᐱᒪᑎᓯᐧᐃᓇᐦᐃᑲᒉᐣᐦᐊᓐ ᐁ ᐃᔨᓪ ᑕᐦᑲᐦᐃᑲᒉᐣᐦᐊᓐ ᐁ ᐃᔨᓪ ᑲᓇᐧᐁᑦᑕᒃᑲᐦᐃᓐ (22 ᐁᐱᐦᑐᔨᓇᑌᒃ)

Territory covered by the environmental and social protection regime



Limits

- Territory covered by the regime [1]
- Cree Category I lands
- Cree Category II lands
- Southern limit of JBNQA Territory
- Border

Infrastructures

- Active mine site
- Hydroelectric power station
- Hydroelectric power station in construction

Conservation areas

- Exceptional forest ecosystem
- Protected area

1 The Crees do not recognize the southern limit of the regime as define on this map

* Ouje-Bougoumou Category I and II lands are under negotiation

** The Washaw Sibi Eeyou Association is temporarily based in Amos

Sources

Land division, mine site, MRNF-Québec, 2010
Protected area, MDDEP, 2010
Hydroelectric infrastructures, CEHQ, 2010

N O E S

0 45 90 km

Scale 1 : 4 500 000
Map projection : Conique de Lambert, NAD83
Produced by : Groupe Nippour

ᓂᵐᑕᒪ ᐁ ·ᐃᑊᑦᑕᔪᐦᖏ

ᐊᵊ ᖁᐃᒋᔭ ᐯᐃ ᓗᵐᑦ ᑭ·ᐁᑎᓄᑦᑕᐦᖏ ᔪᐯᐦ ᓂᔭᔪᒧᐃᐢᓴᵊ(JBNQA), 1975 ᑲ ᒪᓯᓇᑊᐅᓯᓴᓄ·ᐃᑊᖏ, ᑭ ·ᐃᵐᑌᵒ ᐅ ᐊᔭᑦ ᐁ ᐃᵐᐱᐚᑲᖏ ᐁ ᐃᔪ ᐊᔪᓇᑊᐃᑫᒉᓕᖏ ᐊᵊ ᐊᔭᑦ ᓗᵐᑦ ᐱᒪᑎᓯ·ᐃᔪᖏ ᐁ ᐃᔪ ᑕᑊᖃᐃᑫᒉᓕᖏ ᐁ ᐃᔪ ᖃᓇ·ᐁᓕᑊᑕᐦᖃᓄᖏ (22 ᐁᐱᑊᑐᓯᓇᑌᒃ). ᐅ ᒪᒃ ᑲ ᐃᔪ ᖃᓇ·ᐊᐸᑊᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ ᒧᔪ ᐃᓄᵒ ᐁᐅᔪ ᑎᐅᖏᑊᖃᔪᓕᑉᑕ ᖃᔭᑊ ᐁᔪᵊ ᐁ ᐃᔪᓇᓄᖏ ᖁ ᑭ ᐃᔪ ᖃᓇ·ᐊᐸᑊᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ ᖁ ᖃᓇ·ᐊᒋᓂᑐ·ᐊᖃᓄ·ᑕᵒ ᐅᑕᔭᑊ·ᐊᵊ ᖃᔭᑊ ᐅᖃᔭᑊᐅᓇᓄ·ᐃᓇ·ᐊᵊ ᐁ ᓂᑐᑊᐅᓇᓄ·ᐃᑊᖏ ᖁ ᐃᔪ ᐊᒥᓂᓄᑦᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ ᖁ ᐃᔪ ᐱᒥᓂᓄᑦᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ ᖁ ᐃᔪ ᐱᒥᓂᓄᑦᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ (JBNQA) ᐃᑊᑕᔪᵊ ᐁ ᓂᓯᑐᓇᖃᓄ·ᐃᑊᖏ ᑕᵊ ᐁ ᐃᔪ ᐱᒥᓂᖃᓄ·ᐃᑊᓄᵒ ᐊ·ᐁᵊ ᐅ ᓂᑐᑊᐅᐊᔭᑊ ᐊᓂᑊ ᐃᓇᑊ ᐅᓂᑐᑊᐅᔭᑊ·ᐊᑊᖏ.

ᐊᓂᑊ ᖁᐃᒋᔭ ᐯᐃ ᑲ ·ᐃᑕᐱᔭᑕᑊ·ᓄᵒ ᐅᔪ ᐁ ·ᐃᓬ·ᐊᑕᖃᓇᓕᔭᖏ ᐊᔭᑊ ·ᐃᓬ·ᐁ·ᐃᓂᔪ (JBACE) ᓂ·ᔨ ᐃᵐᐱᵐ ᐊᐸᑎᒧᵐᑕᒧᖏ ᖁ ᑭ ᐊᐸᑎᓂᔭᖏ ᐊᔭᑊ ᓄᵐᑦ ᐱᒪᑎᓯ·ᐃᓂᑊᖏ ᐁ ᐃᔪ ᖃᓇ·ᐁᓕᑊᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ. ᐊᓂᔪ ·ᐃᓬ·ᐁᐅᔭᓇᐃᓇᓄᵒ ᐁᐅᔪᵊ ᓂᵐᑕᒪ ᓄᑐᑦᑕᔭᓇᓄᑦᑕᔪᓄᑦᑕᐦᖃᓄ·ᓄᵒ ᑲᓇᵒ ᖁ ᑭ ᐃᔪ ᑕᑊᖃᐃᑫᒉᓕᖏ ᐊᓂᑊ ᖁ ᐃᔪ ᖃᓇ·ᐁᓕᑊᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ ᑲᓇᵒ ᖁ ᐃᔪ ᐊᒪᓂᔪᓇᓄᑦᑕᔪᖏ, ᐁ ·ᐁᓬᐃᑎᑊᐃᓬᐅᐸᓕᖏ ᑲᓇᵒ ᖁ ᐃᔪ ᐸᔪᑊᐸᓇᓄᑦᑕᔪᖏ ᐃᑐᑊᑕᑐ·ᐊᐦᓂᓇᓕᔭᓇᓄ·ᐃᑊᖏ ᖁ ᐃᔪ ᐊᒪᓂᔪᓇᓄᑦᑕᔪᖏ ᐊᓂᑊ ᖁᐃᒋᔭ ᐯᐃ ᑲ ·ᐃᑕᐱᔭᑕᑊ·ᓄᵒ ᐅᔪ ᐁ ·ᐃᓬ·ᐊᑕᖃᓇᓕᔭᖏ ᐊᔭᑊ ·ᐃᓬ·ᐁ·ᐃᓂᔪ (JBACE) ᐁᐅᔪᓂᔪ ᐁ ᐊᐸᑎᔪᵐᑕᑊ·ᓄᵒ ᖁ ᑭ ᐊᐸᑎᓂᔭᖏ ᐊᓂᔪ ᐊᔭᑊ ᓄᵐᑦ ᐱᒪᑎᓯ·ᐃᓂᑊᐸᔭᖏ ᐁ ᐃᔪ ᖃᓇ·ᐁᓕᑊᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ ᖁ ᐃᔪ ᖃᓇ·ᐁᓕᑊᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ ᖁ ᑭ·ᐁᖃᓇ·ᐊᐸᑊᑕᐦᖃᓄ·ᐃᔪᖏ ᑕᵊ ᖁ ᐃᔪ ᖃᓇ·ᐁᓕᑊᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ ᖁ ᐃᑊᑕᔪᓂ·ᐊᖃᓄ·ᓄᵒ ᐊᐸᑎᔪᵒ·ᐃᵒ".

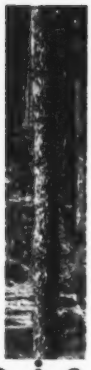
ᐊᓂᑊ ᖁᐃᒋᔭ ᐯᐃ ᑲ ·ᐃᑕᐱᔭᑕᑊ·ᓄᵒ ᐅᔪ ᐁ ·ᐃᓬ·ᐊᑕᖃᓇᓕᔭᖏ ᐊᔭᑊ ·ᐃᓬ·ᐁ·ᐃᓂᔪ (JBACE) ᐁᐅᔪᓂᔪ ᐅᑊ ᐁ ᐅᔪᓂᑊᔪᓂᔪᓵ·ᑕᵒ ᐊᓂᑊ ᖁ ᑭ ᐊᐸᑎᓂᔭᖏ ᐊᓂᑊ ᐃᓇᑊ ᐱᒪᑎᓯ·ᐃᓂᑊᐸᔭᖏ ᐁ ᐃᔪ ᖃᓇ·ᐁᓕᑊᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ ᐁ ᐃᔪ ᖃᓇ·ᐁᓕᑊᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ ᖁ ᑭ·ᐁᖃᓇ·ᐊᐦᓂᓇᓕᔭᓇᓄ·ᐃᔪᖏ ᑕᵊ ᖁ ᐃᔪ ᖃᓇ·ᐁᓕᑊᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ ᖁ ᐃᑊᑕᔪᓂ·ᐊᓄᵒ ᐊᐸᑎᔪᵒ·ᐃᵒ".

ᐊᓂᑊ ᖁᐃᒋᔭ ᐯᐃ ᑲ ·ᐃᑕᐱᔭᑕᑊ·ᓄᵒ ᐅᔪ ᐁ ·ᐃᓬ·ᐊᑕᖃᓇᓕᔭᖏ ᐊᔭᑊ ·ᐃᓬ·ᐁ·ᐃᓂᔪ (JBACE) ᐁᐅᔪᓂᔪ ᐅᑊ ᐁ ᐅᔪᓂᑊᔪᓂᔪᓵ·ᑕᵒ ᐊᓂᑊ ᖁ ᑭ ᐊᐸᑎᓂᔭᖏ ᐊᓂᑊ ᐃᓇᑊ ᐱᒪᑎᓯ·ᐃᓂᑊᐸᔭᖏ ᐁ ᐃᔪ ᖃᓇ·ᐁᓕᑊᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ ᖁ ᐃᔪ ᖃᓇ·ᐁᓕᑊᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ ᖁ ᑭ·ᐁᖃᓇ·ᐊᐦᓂᓇᓕᔭᓇᓄ·ᐃᔪᖏ ᑕᵊ ᖁ ᐃᔪ ᖃᓇ·ᐁᓕᑊᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ ᖁ ᐃᑊᑕᔪᓂ·ᐊᓄᵒ ᐊᐸᑎᔪᵒ·ᐃᵒ".

ᐊᓂᑊ ᖁᐃᒋᔭ ᐯᐃ ᑲ ·ᐃᑕᐱᔭᑕᑊ·ᓄᵒ ᐅᔪ ᐁ ·ᐃᓬ·ᐊᑕᖃᓇᓕᔭᖏ ᐊᔭᑊ ·ᐃᓬ·ᐁ·ᐃᓂᔪ (JBACE) ᐁᐅᔪᓂᔪ ᐅᑊ ᐁ ᐅᔪᓂᑊᔪᓂᔪᓵ·ᑕᵒ ᐊᓂᑊ ᖁ ᑭ ᐊᐸᑎᓂᔭᖏ ᐊᓂᑊ ᐃᓇᑊ ᐱᒪᑎᓯ·ᐃᓂᑊᐸᔭᖏ ᐁ ᐃᔪ ᖃᓇ·ᐁᓕᑊᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ ᖁ ᐃᔪ ᖃᓇ·ᐁᓕᑊᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ ᖁ ᑭ·ᐁᖃᓇ·ᐊᐦᓂᓇᓕᔭᓇᓄ·ᐃᔪᖏ ᑕᵊ ᖁ ᐃᔪ ᖃᓇ·ᐁᓕᑊᑕᐦᖃᓄ·ᐃᑊᖏ ᖁ ᐃᑊᑕᔪᓂ·ᐊᓄᵒ ᐊᐸᑎᔪᵒ·ᐃᵒ".

ᐊᓂᑊ ᖁᐃᒋᔭ ᐯᐃ ᑲ ·ᐃᑕᐱᔭᑕᑊ·ᓄᵒ ᐅᔪ ᐁ ·ᐃᓬ·ᐊᑕᖃᓇᓕᔭᖏ ᐊᔭᑊ ·ᐃᓬ·ᐁ·ᐃᓂᔪ (JBACE) ᐁᐅᔪᓂᔪ ᐅᑊ ᐁ ᐅᔪᓂᑊᔪᓂᔪᓵ·ᑕᵒ ᐊᓂᑊ

ᐊᓂᒋ ᖁᐃᒥᓴ ᐯᐃ ᑲ ᐅᐃᑕᐱᓪᑕᖅᓱᑲᓄ ᐊᓴᒋ ᐅᐃᓕᓂᒃ ᐊᓂᒋ ᐅᐃᓕᓂᒃ ᐅᐃᓕᓂᒃ (JBACE) ᑎᑌᓕᒣᐅᓴ ᐊᓂᔪᖅ ᑲ ᒪᓪᓇᖅᐅᓪᓚᓴᓄᖅ ᐊᔪᓱᓂᒃ ᖁ ᑲᒋ ᐃᓕ ᓇᐃᑲᑕᐅᓕᓕᓴᖅᑕᒪᖅᐃᓇᓴᓄᖅ ᑕᓂᔪ ᐊᓂᔪ ᑲ ᐊᑕ ᐃᓕ ᐊᑕ ᓇᐃᑲᑕᐅᓕᓕᓴᖅᑕᒪᖅᓯᖅ. ᓂᔪᓇ ᒪᑲ ᖁ ᐃᑌᓕᖅᑕᒪᖅᐃᓇᔪᖅᓴᓄ ᐊᓇ ᑳᓄᑕᐅᖅ ᓇᓂᑕᐅᖅ: ᖁ ᐃᖅᑕᓂᓄ ᐊᓂᑕ ᖁ ᒪᓪᓇᑌᑌᓄ ᓇᓂ ᒥᓂᖅᐃ ᑭ ᑐᓂᑲ ᖁ ᐊᔪᑎᓪᓗᖅᑕᑲᓇᖅ ᐊᔪᑎᓪᓘᓇᖅ ᐊᓂᑕ ᖁ ᐃᖅᑕᖅᑐᒪᑦᓯᑲᒃᑐᑦᓂᑐ ᒣᖅᑭ ᐊᓇ ᑭᑌᓂᖅᑕᒪᖅᐃᓇᓴᓄᖅ ᑳᓄᑕᐅᖅ ᐊᔪᑎᓪᓘᓇᖅᐃᓇᓴᓄᖅ ᐊᓂᔪᖅᓴᓄᖅ ᐊᓂᔪᖅᓴᓄᖅ ᐊᓂᑕ ᑳ ᑭ ᐃᖅᑐᑕᐅᖅᑕᒪᖅᐃᓇᓴᓄᖅ ᖁ ᓇᓂᑐᓄᑦᓇᓴᖅᑕᒪᖅᐃᓇᓴᓄᖅ ᐊᔪᑭᓄᖅ ᑲᔪᖅ ᐱᒪᑎᓪᓘᐃᓇᖅ ᑕᓇ ᖁ ᐊᑕ ᐃᓕ ᑕᖅᑲᐅᑐᓄᖅ ᐊᓇ ᑲᒋ ᐃᓕ ᐊᔪᑎᓪᓘᓇᖅᐃᓇᓴᓄᖅ ᑕᓇ ᖁ ᐊᑕ ᐃᓕ ᑕᖅᑲᐅᐃᒪᓕᖅᑐᓄᖅ



ᐁ ᑭᖅᑲᓇᐧᑯᓄᖅ ᒥᓱᐧᐁ ᐊᐧᐁᓄ ᐁ ᐋᒡᕆᑎᔨᓂᑕᖅᓴᖅ: ᐁ ᒪᓂᑯᖅᑕᕆᓇᐧᐃᖅᑎᑦ ᓇ ᐃᔨᔪ ᓴᓇᐧᐋᒡᕆᑕᕆᓇᐧᐃᖅᑎᑦ ᐅ ᐊᔭᑭ ᐁ ᐃᔨᔪ ᑕᖅᓴᖅᐅᖅᑌᓴ ᐁ ᐃᔨᔪ ᓴᓇᐧᐁᐳᖅᑕᕆᓇᖅᑎᑦ

a) ᒪᓱᓇᖅᐃᓴᓐ ᓇ ᑭᐧ ᐃᖅᑕᑯᖅᑎᑦ ᐁ ᑭᔭᑭᓇᐧᐸᓴᖅᐃᐧᐁᓴ

ᐊᓂᑭ ᓇᐃᒥᔭ ᐯᐃ ᑲ ·ᐃᑕᑕᔭᑕᖅ·ᑲᐤ ᐅᐊᐧ ᐁ ·ᐃᕐᓂᐧᐋᑕᖅᓄᓴᓕ ᐊᔭᑭ ·ᐃᕐᓂᐧᐁᐧᐃᓂᐊᐧ (JBACE) ᑭ ·ᐃᓐᑕᑕᐅᓴ ᒪᓱᓇᖅᐃᓴᓂᖅᑎᑦ ᑕᓇ ᐁ ᐃᔨᔪ ᐸᑯᖅᔨᓐᑕᖅ·ᑲᐤ ᓇ ᑭᔭᑭ ·ᐃᒥᖅᐃᓴᑯᓇᐧ ᐊᓂᑭᐧ ᑲᐤ ᑲᑭᐧᐁᓇᐧ ᐁ ᑭᖅᑲᓇᐧᑯᓄᖅ ᒥᓱᐧᐁ ᐊᐧᐁᓇ ᓇ ᑭᔭᑭ ·ᐃᒥᖅᐃᓴᑯᓇᐧ ᐁ ᐊᔭᑭ ᐋᐧᐁᓂᐧᐋᑕᖅᓄᓴᓕ ᑭᔭᑭ ᐁ ᐊᔭᑭ ᐋᐧᐁᓂᐧᐋᑕᖅᓄᓴᓕ ᑭᔭᑭ ᐁ ᐊᑕ ᐃᔨᐸᐳᖅᐃᓇᐧᐁᓴᖅ

ᐊᓂᑦᑎ ᐃᒃ ᐁ ᑭ ᐊᒃᑕ ᐋᒃᑐᕐᓯᓇᓄᖅᑎᓪᓗᒍ ᐁ Δ"ᑕᘻᖅᑎᓪ ᐁ ᑭ ·ᐃᓂ"ᒋᕐᓕᒪᖅᑎᓪ ᐃᔨᓇᘻᓐ ᖁ ᑭ ᐊᓐᒣᐅ"ᐃ·ᐁᓪ: ᐋᒃᑕ ᒃᓴᓯ ᐁ ᐃᔨᓇᘻᖅᑎᓪ ᒋᓐ ᐊᓐ ᑲ ᐃᔨ ᕿᖃ"ᑭᓴᒥᓄ·Δᖅᑎᓪ ᐁ ·ᐃᑭᓐᓂᑕᓕᒪᖅᑎᓪ ᐁ ΔU"ᒋᘻᖅᑎᓪ ᒥᓱ·ᐁ ᒋᓐ ᐁ ᐊᒃᑕ Δ"ᑕᘻᖅᑎᓪ ᐁ ᐋᒃᑐᕐᓯᓇᓄᖅᑎᓪ ᒍᓐᓄ ᑲᒃᑕ Δ"ᑕᖏᑕᑦᐋᒥᓄ·ᑲᓂᖅᑎᓪ ᐊᓂᑦᑎ ᐋᒃᑐᕐᓯᓇᓄᖅᑎᓪ ᐁ ᐊᒃᑕ Δ"ᑕᘻᖅᑎᓪ ᐁ ᒪᓱᓇᑌ"·ᑲᓂ" ᐁ ᐊᒃᑕ Δᔭᐸᓐ"ᐃᓵ·ᐁᔨᓐ (COMEV) ·ᐁᔭ ᑲᒃᐸᓐ ᐁ ᐋᒃᑐᕐᓯᓇᓄᖅᑎᓪ ᓇᒍᐃᐃ ᐊᑯᓂᐅᑎᖏᑕᐸ ᐊᓂᑦᑎ ᐁ ᐊᒃᑕ Δ"ᑕᘻᖅᑎᓪ ᐁ ᒪᓱᓇᑌ"·ᑲᓂ" ᐋᒃᑐᕐᓯᓇᓄᖅᑎᓪ ᐁ ᑭ ᐸᔭᑕᓇᒍ·ᐋᑲᓂᓕᖅᑎᓪ ᑭ ᐸᑕᔭᑕᓇᒍ·ᐋᑲᓂ" ᑭ ᐊᒃᑕ Δᔭᐸᓐ"ᐃᓵ·ᐁᔨᓐ (COMEV). ᐊᓂ"ᑭᓂ ᐃᒃ ᐁᓂᓯ" 19 ᐁ Δ"ᑕᖏᑕ"·ᑲᓂ ᐊᓂᑦᑎ ᐁ ᑭ ·ᐃᓂ"ᒋᑲᓂᓕᓵ·ᑲᓂ ᑲ ᐊᒃᑕ ᐋᒃᑐᕐᓯᓇᓄᖅᑎᓪ ᐁ ᑭ ᐱᔭ"ᑕᔭᑲᓂᓕᓵ·ᑲᓂ" ᑭ ᐸᑕᔭᑕᓇᒍ·ᐋᑲᓂᓕᓵ·ᑲᓂ" ᑭ ᐊᒃᑕ Δᔭᐸᓐ"ᐃᓵ·ᐁᔨᓐ (COMEV) , ᐊᓂ"ᑭᓂ ᐃᒃ ᐁᓂᓯ ᑲᓂ Δ"ᑕᘻᖅ ᑭ ᐃᑎᓂᓵᓕᒪᖅᑎᓪ ᐁ ᑭ ᐊᒃᑕ ᐋᒃᑐᕐᓯᓇᓄᖅᑎᓪ ᐁ ᑭ ᐸᑕᔭᑕᓇᒍ·ᐋᑲᓂᓕᓵ·ᑲᓂ" ᑭ ᐸᑕᔭᑕᓇᒍ·ᐋᑲᓂᓕᓵ·ᑲᓂ" ᑭ ᐊᒃᑕ Δᔭᐸᓐ"ᐃᓵ·ᐁᔨᓐ (COMEV) ᐁ ᐊᓂᑦᑎ ᐁ ᐊᒃᑕ Δ"ᑕᘻᖅᑎᓪ ᐁ ᐊᒃᑕ ᐋᒃᑐᕐᓯᓇᓄᖅᑎᓪ ᐁ ᑭ ᐸᑕᔭᑕᓇᒍ·ᐋᑲᓂᓕᓵ·ᑲᓂ" ᑭ ᐸᑕᔭᑕᓇᒍ·ᐋᑲᓂᓕᓵ·ᑲᓂ" ᑭ ᐊᒃᑕ Δᔭᐸᓐ"ᐃᓵ·ᐁᔨᓐ (COMEV) , ᐊᓂ"ᑭᓂ ᐃᒃ ᐁᓂᓯ ᑲᓂ Δ"ᑕᘻᖅᑎᓪ ᐁ ᑭ

b) ᖁᑭ ᐃᖏᑕᘻᖏᑎ ᖁ ᐊᔪ ᐋᐸᑎᔨᓂᑦᑕᕆᓚᐅᐃᖏᑎ ᑕᓐ ᐯ ᐊᔪ ᑕᖏᖅᐅᑐᑌᓕ ᐊᓯᑦᖏ ᐅᑕᖏ ᐅ ᑭᐧᐯᑎᓄᑕᖏᑎ ·ᐋ ᐊᔪ ᖃᓐᐋᐸᖏᑕᕆᓚᐅᐃᖏᑎ

ᐯ ᐃᖏᑕᘻᖏᑎ ᐊᓐ ᑕᓐ ᐯ ᐃᔨᓇᘻᖏᑎ ᖁ ᐊᔪ ᐋᐸᑎᔨᓂᑦᑕᕆᓚᐅᐃᖏᑎ ᐊᓯᑦᖏ ᐅᑕᖏ ᐅ ᑭᐧᐯᑎᓄᑕᖏᑎ ·ᐋ ᐊᔪ ᖃᓐᐋᐸᖏᑕᕆᓚᐅᐃᖏᑎ ᖃᓯᑦ ᖁ ᐅᓂᒃᖃᐧᖃᐧᒃᐧᐣ, ᐊᓂᑭ ᖁᐃᒥᔪ ᐯᐃᓇ ᖃ ·ᐃᑕᐱᔪᑕᖏᖃᐧᒃᐧᐣ ᐅᐧᑕᖏ ᐯᐅᐸ ᐯ ·ᐃᓱᐠᐋᑕᕆᓚᐅᓂᔪᑦ ᐊᔪᑭᓵ ·ᐃᓱᐠᐯ·ᐃᑕᓂᐸ (JBACE) ᖁᐧᓂᑎᓇᐧᐅ·ᐃᔪᑦ ᖁ ᑭ ᐃᔨᓇᘻᖏᑎᓂᔪᑦ ᑌᖃᐧ ᐯ ᐃᔨᓇᘻᖏᑎᓂᔪᑦ ᐯ ᓂᑐᔪᖁᓐᐧᐣᑕᘻᖏᑎᓂᔪᑦ ᐊᓂᑭ ᐊᔪᑭᓵ ᐊᓯᑦᖏ ᑕᓐ ᐯ ᐊᑕ ᐃᔪᐸᐧᑎᔪᓂᓚᒋᐅᓂᔪᑦ ᑌᖃᐧ ᐯ ᐊᑕ ᐃᔪᐸᐧᑎᔪᓂᓚᒋᐅᓂᔪᑦ ᖃᓐᐋᐸᖏᑕᕆᓚᐅᐃᖏᑎ ᐯ ᐅᐧᑕᘻᖏᑎᓇᐧᐅᐃᖏᑎ ᖃᓯᑦ ᖁ ᐃᔨᓇᘻᖏᑎ ᑕᓐ ᖁ ᐊᑕ ᐃᔪᐸᐧᑎᔪᓂᓚᒋᐅᓂᔪᑦ ᖃᓯᑦ ᐯᐅᐸᑦ

ᐊᵅ ᐃᒃ ᐁ Δ"ᑕᑯᑊᒃ ᐊᵅ ᑲᵅ ᐁ Δᔨᓱᓀᑊᒃ ᑎ ᐃᔪ ᐋᐸᑎᔨᐟᑲᒥᓱᓀ·Δᑊᒃ ᑲᔭ" ᐁ Γ"ᑎᑐᒻᒪᔨᔪᑐᓂᔭᒃ ᑲᵅ ᑎ ᐃᑕᐸᔨᐟᑲᒥᓱᓀᒃ ᐅ ᑭ·ᐁᑎᓱᑕᒥᒃ ·ᐋ ᐃᔪ ᑲᓀ·ᐋᐸ"ᑲᒥᓱᓀ·Δᑊᒃ, ᐊᵅ ᑭᓴᐅᑭᒪᵒ ᓇᒥᔨᐅᓴ ᒪᵈ ᐊᓂᑦ" ᑲᓂᑕ" ᐁ ᐊᑕ ᑲᑦᓂᐅ·ᐁᔪᓴ ᑭ·ᐁᑎᓱᑕᒥᒃ ·ᐋ ᐃᔪ ᑲᓀ·ᐋᐸ"ᑲᒥᓱᓀ·Δᑊᒃ ᑎ ᑭ ᐅ"ᑕᐸᑭ"ᐅ·Δᑕ ᐊᓂᑦ" ᑎ ᑭ ᐅ"ᑭ ᓇᓂᑐᓓᑎᑎᓭ"ᑕᓂᓄ ᑲᵅ Δᵐᐱᵐ Γᓱᓴ ·ᐁᑎᓱᑕᒥᒃ ᑲᓂ ᐁ Δ"ᑲᓂ·Δᑊᒃ ᐋᔭᑎᓂᓄ ᑲᵅ ᑲ ᐃᔪ ᐋᒪᑭᓄᐅᑲ ᑲᵅ ᐊᵅ ᑎ ᑲᑦᓄᐸᑦᐟᐃ·Δᑊᒃ ᑲᵅ ᐅ ᐊᑕ Δᔨᐸᔭ"ᐃ·ᐁᑊᒃ ᑲᵅ ᑲᵅ ᑎ ᐃᑕᑯᑊᒃ ᑲᵅ ᐁ ᐃᔪ ᐋᒪᑭᓄᐅᑲ ᑲᵅ ᐊᵅ ·ᐁᑎᙳ ·ᐁᑎᑎᔨᑕᐅ ᑲᔪ" ᐊᓂᑦ ᐁ ᐅ"ᑭᐸᑭ"ᐅ·Δᑕ ᐊᓂᑦ ᓂᑐ"ᐅᐊᔨᐟᑲᒥᓱᓀ·Δᑊᒃ ᑎ ᐃᔪ ᐋᒪᑭᓄᐅᑲ ᑲᵅ ᐊᵅ ᑎ ᑲᑦᓄᐸᑦᐟᐃ·Δᑊᒃ ᑲᵅ ᐁ

ᐅᓴ ᐊᐱᐊძᓀᐱᓯᒪ 2008, ᐊᓐ ᐁ ᓂᔨᓐ ᐊᓀᓇᓕ ᐁ ᑭ ᐃᖏᑕძᖏᓕ ᐊᓂᑐᖏ ᐅᐱᒋᔭᔨᓀ ᑲᓀᓇᓀᓀᖏᓕᓂᐊᓐᓂᖏᓕ ᑲ <ᓐძᐊᒋᐸᓕᖏᓕ ᐅᐸᓐ ᐱᓕᔨᓀ ᒣᓯᓗᓐ ᑭ ᐃᔭᔨᑲᒍᔨᐃᓐᖏᓕ ᑲᓐ ᓂᐱ ᐁ ᒥᓯᑌᔪᑎᐃᓐᖏᓕ ᑲᓴᖏ 50 000 ᑕᖃᒥᑦᑐᒥᑐᓂᐊᓐ ᒥᓯᑦ ᑭ ᐃᐸ ᐱᓀᐳᑌᐤ ᐁ ᐊᓀᓇᓀᓐ ᑲᓂᑲᓐ ᐊᓂᑐᖏᓕ ᐃᐸ ᓂᖏᑕᒍᓀᐸᓀᓐ ᐁᓐᐱᓐ ᐁ ᒥᓯᑌᔪᑎᐃᓐᖏᓕ ᑲᓴᖏ ᐁ ᐃᓐᓀᐊᓐᓂᐊᓐᓂᖏᓕ ᐊᓂᑐ

ᒥᵅ ᐁ ᐊᑕ ᑲᓇᐅᔪᖅᑕᕆᓚᐅᖅᐃᑦ, ᐊᓂᒋ ᖃᐃᒥᔪ ᐯᐃ ᑲ ᐅᐃᑕᐱᔪᑦᓱᐢᑲᓂ ᐊᔪᒋ ᐅᐃᓕᐅᖅᑕᕆᓚᐅᖅᐃᑦ ᐊᔪᒋ ᐅᐃᓕᐅᖅᑕᕆᓚᐅᖅᐃᑦ (JBACE) ᒋ ᐊᖅᓗᑐᐃᓴᐅᓕᑲ ᐅᐃᓕᐅᖅᑕᕆᓚᐅᖅᐃᑦ ᐊᔪᒋ

ᐊᓂᒋ ᖃᐅᒥᓴ ᐯᐃ ᑲ ·ᐃᑕᐱᔪᑕᑦ·ᑲᐤ ᐅᔨ ᐁ ·ᐃᓱᓗ·ᐊᒋᒃᓴᓂᔪᓐ ᐊᔪᒋ ·ᐃᓱᓗ·ᐁ·ᐃᓂᔨ (JBACE) ᒋ ᑭᔪᓐᔪᑎᑦᓴᓂᐅᓐᐃ ᒋᓐ ᑲ ᐊᑕ ᐃᔨ ᑲᑕᑦᑲᐃᖁᔪᓐᔪᓐ ᐅᔨ ᑲ ᒣᑲᓇᑦᑲᓂᓂᔪᓐ ᐊᓂᑌ ᓂᑲᑲ ᑲ ᒋ ᐃᑦᒋᔪᓐᑎ ᐊᑎᑦᓂᓗ. ᐁ ᓇᓇᑲᑕᐁᔪᑦᒋᓂᓐᑲ ᒋᓐ ᐁ ᐃᓄᐊᓄ ᑭᔪᑕᒪᑕ·ᐁᔪᑦᑕᒪᑦᐃᓱ·ᐁᑦ ᐊᓄ ᔑᑎᒃᓗᑦ ᐊᑎᑦᓂᓗ, ᐊᓂᒋ ᒪᑲ ᖃᐅᒥᓴ ᐯᐃ ᑲ ·ᐃᑕᐱᔪᑕᑦ·ᑲᐤ ᐅᔨ ᐁ ·ᐃᓱᓗ·ᐊᒋᒃᓴᓂᔪᓐ ᐊᔪᒋ ·ᐃᓱᓗ·ᐁ·ᐃᓂᔨ (JBACE) ᒋ ᐅᔪᑦᒋᓐ ᒪᓂᓇᑦᐃᒃᓂᔨ ᐁ ᒪᐃᓇᑦᐊᒪᒧ·ᐊᑦ ᐊᓂᔨ ᓇᒃᓂᐱᓄᓐᑕᒥᓴ ᑲ 22 ᖁᓂᓇᑌᑲ ᑲᔪᑦ ᐊᓂᔨ ᐃᒪᓕᒧᐊᓄᓐᑕᒥᓴᔪᓐ ᖃ ᒋ ᐱᔪᓂᑦᓴᓂᔪᓐ ᐁ ᐃᔪᒋ ᓂᓂᑐᓇ·ᐊᒃᓂᐃᔪᓐᔪᓐ ᐅᔨ ᐁ ᐃᓄᐊᓄ ᑭᔪᑕᒪᑕ·ᐁᔪᑦᑕᒪᑦᐃᓱ·ᐁᑦ ᐊᓂᑌ ᓂᑲᑲ ᑲ ᒋ ᐃᑦᒋᔪᓐᑎ ᐊᑎᑦᓂᓗ. ᐁ ᓇᓇᑲᑕᐁᔪᑦᒋᓂᓐᑲ ᒋᓐ

• ᐊᓐ ᑲ ᔑ ·ᐃᓂᒋᑲᓄᐃᓐᓄᑦ ᖁ ᐃᔑ ᑲᓇ·ᐋᐸᖏᒋᑲᓄᐃᓐᓄᑦ ᖁ ᐃᔑ ᓂᑦᐋᖏᒋᑲᓄᐃᓐᓄᑦ ᑕᓐ ᑲ ᐃᔑ ᑲᑖᖏᑲᒪᑲᓄᑦ ᐁ ᐃᓇᓴ ᐁ ᐅᖏᒋᔨᑲᓄᐃᓐ ᐅᐱᒋᓂᑲ ᐅᓂᓀᔪᓐ ᐅᓂᓀᒪᑦ ᐊᓂᔪᑦ ᓇᒍᑦ ᑲᔪᖏ ᒋᓂᑦ ᓂᑲᔪ ᐃᒪᒋᒋᓂᑦ ᐊᓂᔪᑦ ᑲᓂᑦ ᑲᑎ ᐊᓂᓂᔪᑦ ᑲᔪᖏ ᒋᓂᑦ ᑲᑎ ᐊᓂᓂᔪᑦ ᐊᓂᔪᑦ ᑲ

ᐊᓂᒃ ᖃᐅᒥᓴ ᐯᐅᐃ ᑲ ·ᐃᑕᐱᓵᑕᖅ·ᑲᐤ ᐅᓪᓗ ᐁ ·ᐃᓱᐤ·ᐊᑦᑕᓲᓄᓕᓴᓐ ᐊᓵᒃ ·ᐃᓱᐤ·ᐁ·ᐃᓂᓪᓗ (JBACE) ᒃ ·ᐃᖅᑕᒧᓗ ᐁ ᐃᔪ ᕿᑯᖅᓴᓇᑕᖅ·ᑲᐤ ᖃ ᐃᔪᑲᐳᓂᑕᖅ·ᑲᐤ ᖃ ᐃᔪ ᐊᑦᕿᑎᔪᓂᑦᓲᓄᓕᓴᓐᓄᖅ ᑯᑕᑲᖅ ᖃ·ᑲᐤᖅ ᐁ ᐊᑕ ᐃᖅᑕᒋᑯᑦᓄᓕᓴᓐ ᖃ ᒃ ᐃᔪ ᐊᑦᕿᑎᔪᓂᑦᓲᓄᓕᓴᓐᓄᖅ.

ᖃ·ᑲᐤᖅ ᐁ ᐃᖅᑕᒋᐦᖅ	ᑕᓐ ᖃ ᐃᔪ ᐊᑦᕿᑎᔪᓂᑦᓲᓄᓕᓴᓐᓄᖅ ᐁ ᓂᖅᐃᓱᐤᖅᑕᒋᐦᓄᓕᓴᓐᓄᖅ
ᐁ ᓇᓵᑲᑕᐁᔨᖅᑕᒋᒋᐦᖅ ᑕᓐ ᐁ ᐊᑕ ᐃᔨᕿᔨᖅᐃᓕᐅᑦ ᐊᓐ ᒪᑐᓐ ᐊᔨᑎᒃ ᐁ ᓵᓂᑐᓴᓓᓕᓴᓐᓄᖅ	ᐊᓂᒃ ᖃᐃᒥᓴ ᐯᐅᐃ ᑲ ·ᐃᑕᐱᓵᑕᖅ·ᑲᐤ ᐅᓪᓗ ᐁ ·ᐃᓱᐤ·ᐊᑦᑕᓲᓄᓕᓴᓐ ᐊᔨᒃ ·ᐃᓱᐤ·ᐁ·ᐃᓂᓪᓗ (JBACE) ᒃ ·ᐃᖅᑕᒧᓗ ᐁ ᐃᔪ ᕿᑯᖅᓴᓇᑕᖅ·ᑲᐤ ᓂᓓᓴᓐ ᖃ ᒃ ᐁ ᓇᓵᑲᑕᐁᔨᖅᑕᒋᒋᐦᖅ ᖃ·ᑲᐤᖅ ᐁ ᐃᔪ ᐊᑦᕿᑎᔪᓂᑦᓲᓄᓕᓴᓐᓄᖅ ᑕᓐ ᐊᓐ ᐁ ᐃᑎᒥᑌᓴ ᐅ ᖃᐃᒥᓴ ᐯᐅᐃ ᖅᓂᑦ ᒃ ᐃᑎᒋᑐᓴᓐᓄᖅ ᐁ ᐃᔪ ᐊᑦᕿᑎᔪᓂᑦᓲᓄᓕᓴᓐᓄᖅ (JBNQA) ᓯᓗ ᑲᔪᑦ ᖃ ᒃ ᓯᒍᔪᐊᐱᓂᑦᓴᐤ ᐁ ᓂᓐᑕᐃᓱᐤᖅᑕᒋᐦᓄᓕᓴᓐᓄᖅ. ᐅᒃ ᓯᓗ COMEX ᐁᖅᑦ ᓯᓗ ᐅ COFEX=ᐅᑎᑦ ᙵ·ᐊᓂᑦᓗ ᒃ ᓂᓵᔪᒍᐃᓕ ᖃ ᒃ ᒃ ᓯᒍᔪᐊᐱᓂᑦᓴᐤ ᐁ ᓂᓐᑕᐃᒪᓂᑦᓴᐤ ᑕᓂᔨᑦ ᖃ ᐊᔭᓐᒥᐅᑦᐃᓐᐁᔭᓗᓄᖅ.
ᐊᓂᑌᑦ ᓯᓗ ᑫᐃᔨ ·ᓱᐊᓂᓵ ᑲ ᐱᑦᑭᑌᓗ ᐁ ·ᐃᓐᓱᓗ ᐅ (ᐁ ᒥᑭᓂᑌᐅ·ᐁᔭᓗ ᔪ·ᐃ XIV ·ᐃᑦᑕᔪᑦᓗ) ᐊᓂᓪᑦ ᑲ ᐃᑦᑎᑕᒋᐦᓄᓕᓴᓐᓄᖅ ᐅᒃ ᖃᐃᒥᓴ ᐯᐅᐃ ᖃᐃᒥᓴ ᐯᐅᐃ ᓇᓵᑲᑕᐁᔨᖅᑕᒋᒋᐦᖅ	ᐊᓂᒃ ᖃᐃᒥᓴ ᐯᐅᐃ ᑲ ·ᐃᑕᐱᓵᑕᖅ·ᑲᐤ ᐅᓪᓗ ᐁ ·ᐃᓱᐤ·ᐊᑦᑕᓲᓄᓕᓴᓐ ᐊᔨᒃ ·ᐃᓱᐤ·ᐁ·ᐃᓂᓪᓗ (JBACE) ᒃ ᒪᓯᓇᑦᐊᒧᓕᐁᑲᒃ ᑎᓴᐅᑎᒪᓐᑦ ᐊᓂᓪᑦ ᐁ ᐅᑦᑎᑕᒋᐦᖅᑕᒋᒋᐦᓄᓕᓴᓐᓄᖅ ᐅᒃ ᖃᐃᒥᓴ ᐯᐅᐃ ᓂᓓᓴᓐᓄᖅ ᐁ ᐊᑦᕿᑎᔪᓂᑦᓲᓄᓕᓴᓐᓄᖅ ᐁ ᐃᔪ ᓂᓐᑕᐃᓱᐤᖅᑕᒋᒋᐦᓄᓕᓴᓐᓄᖅ ᐁ ᐃᔪ ᐊᑦᕿᑎᔪᓂᑦᓲ

ᓂ·ᑲᓐᖏᑦ ᐁ ᐃᑦᑕᑯᑦᓴ	ᑕᓐ ᓂ ᐃᔨ ᐊᐸᑎᔨᖅᑕᒪᓄ·Δᑦᓴ ᐁ ᓂᑦᐃᓪᓕᕆᓄ·Δᑦᓴ
ᐅᐅᑯ ᐅ ᓂ ᐊᐸᑕᑦᓴ ᐁ ᐊᐸᑎᔨᖅᑕᒪᓄ·Δᑦᓴ ᐁ ᐊᔭᐅᒋᐸᔪᑦᑕᒪᓄ·Δᑦ·ᑲᓐᖏᑦ ᐊᓂᕐ ᓂᑦᑲᓐᖏᑦ ᓂ Δᑕᐸᑕᑦ·ᑲᓐᖏᑦ ᐊᓂU ᑭ·ᐁᑕᓄᑕᓴ ᑯᑦᐯᐅᑲ (ᐊᔭᐅᒋᐸᔪᑦᑕᒪᓄ·Δᑦ·ᑲᓐᖏᑦ ᐊᓂᕐ ᓂᑦᑲᓐᖏᑦ ᓂ Δᑕᐸᑕᑦ·ᑲᓐᖏᑦ ᐅᑕᑦ ᑯᑦᐯᐅᑲ)	• ᐅ Uᓂᔪ ᐱᓗᐃᔪ ᑎ ᐸᑎᔪᑕᓂᑦᑲ ᐅᒪᓯᓇᑦᐃᓄᑦ ᓂ ᐃᔨ ᐊᐅᓐᒣᐅᑦᐃᓄᑦᓴ, ᐊᓇ ᒪᓯᓇᑦᐃᓄᒣᑲᒥᑯᑦᓴ ᓇᓄᓂᓄᑲᑲ ᐁ ᐊᔭᐅᒋᐸᔪᑦᑕᒪᓄ·Δᑦ·ᑲᓐᖏᑦ ᐊᓂᕐ ᓂᑦᑲᓐᖏᑦ ᓂ Δᑕᐸᑕᑦ·ᑲᓐᖏᑦ ᐊᓂU ᑭ·ᐁᑕᓄᑕᓴ ᑯᑦᐯᐅᑲ (ᐊᔭᐅᒋᐸᔪᑦᑕᒪᓄ·Δᑦ·ᑲᓐᖏᑦ ᐊᓂᕐ ᓂᑦᑲᓐᖏᑦ ᓂ Δᑕᐸᑕᑦ·ᑲᓐᖏᑦ ᐅᑕᑦ ᑯᑦᐯᐅᑲ) • ᐊᓂᑯ ᓂᐃᒥᔪ Vᐃᓇᑲ·ᐃᑕᑕᔪᑕᑦ·ᑲᓐᖏᑦ ᐅᓄᕐ ᐁ ·ᐃᓇᓪᐊᑕᒪᓄᑕᓴ ᐊᔪᑯ ·ᐃᓇᓪᐁᔭᐅᒋᐸᔪᑦᑕᒪᓄ·Δᑦ·ᑲᓐᖏᑦ (JBACE) ᑯ ᑲᓐᖏᑦᓴᓂᐊᓐᒣᐃᓇᑦᑕᒪᓄ·Δᑦ ᐁ ᓇᓕᑎᐃᓐᓂᐊᓐᒣᐃᓇᑦᑕᒪᓄ·Δᑦ ᓂ ᑯ ᒥᔭᑲᓇᑦᑕᒪᓄ·Δᑦ ᐁ ᓕᓯᓇᑌᓐᓴ ᑕᓄᕐ ᑲᐃᓂᕐ ᐁ ᐃᓇᑦᑕᒪᓄ·Δᑦ ᑲᓐᖏᑦ ᐁ ᐃᓇᑦᑕᒪᓄ·Δᑦ ᓂ ᐃᔨ ᓄᑕᓐᒣᐅᑦᐃᓄᑦᓴ

ᓂᐅᓐᖏᑦ ᐅᑎᒋᔪᖏᓐ	ᒋᓐ ᓂᐃᔨ ᐊᐸᑎᔨᓴᒋᒪᓕᐅᔪᐃᖏᓐ ᐅ ᓂᐃᐱᓕᕆᒋᒪᓕᐅᔪᐃᖏᓐ
ᐅ ᐃᓐᔪᓂᒪᓕᐅᔪᐃᖏᓐ ᓂᐅᓐ ᑲ ᐊᐸᒋᓐᒋᒪᓕᐅᔪᐃᖏᓐ ᒣᑲᓕ ᑲ ᐊᐸᑎᔨᓴᒋᒪᓕᐅᔪᐃᖏᓐ ᓂᑦ ᒪᓴᐊᑕᑐ ᓂ ᐃᔨ ᓇᐃᒃᒋᒪᒋᒪᓕᐅᔪᐃᖏᓐ ᐅᑕᐦ ·ᐃᐍᐅ·ᐅ·ᐃᓂᐦᑦ(2010=2015)	ᔪᐊᓂᑦ ᓂᐃᒋᔨ ᐯᐃ ᑲ ·ᐃᑕᐱᔨᑕᐦ·ᑲᐤ ᐅᓪᓴ ᐅ ·ᐃᐍᐅ·ᐊᑕᒃᓄᔨᓐᓗ ᐊᔨᑦ ·ᐃᐍᐅ·ᐅ·ᐃᓂᓪᓴ (JBACE) ᓄᒻ ᐅ ᐊᔨᓐᑐᐦᐃᐃᓄᑦᑐᐦᐤ: • ᓂ ᑦ ·ᐃᒋᐦᓂᒪᓕᐅᔪᐃᖏ·ᑲᐤ ᑕᓇ ᐅ ᐃᔨ ᒋᐦᒋᔨᔨᐦᐃᑕᒃ·ᐃᐦᐃᖏᓐ ᓂᐅᓐᑲᓇ ᐃᓄᐤ ᐃᐦᐃᖏᓐ ᐅᑕᐦ ·ᐃᐍᐅ·ᐅ·ᐃᓂᐦᑦ. • ᓂ ᑦ ·ᐃᓇᑕᐦᓂᒪᓕᐅᔪᐃᖏᓐ ᐅ ·ᐃᒋᐦᐃᐃ·ᐅᐸᔨᐦᐃᖏᓐ ᐊᓇ ᐊᓂᑕᐦ ᐅ ᐊᐸᑎᔨᓴᒋᒪᓕᐅᔪᐃᖏᓐ ᓂᑦ ·ᐊᔪᑲᔨᐦᐃᖏᓐ ᐊᓂᑕᐦ ᓂ ᒥᐃᐦᐅᐃᓄ·ᐃᓐᑲᑲᐦ·ᑲᐤᐦ ᐅᓪᓴ ᒋᓇ ·ᐊᐦᐃᐊᒋᓇᒪᓕᐅᔪᐃᖏ·ᑲᐤᐦ ᐅᑕᐦ ᐃᓄᐤ ᐃᐦᐃᖏᓐ ᐅᑕᐦ ·ᐃᐍᐅ·ᐅ·ᐃᓂᐦᑦ.
ᐊᓇ ᐃᐦᓂ ᐅ ᐊᑕ ᐃᑌᐦᐃᑕᑯᐦᐃᖏᓐ ᐅ ᐊᑕ ᐃᔨᐸᐦᑕᒋᔪᓐ ᓇ ᐅ ᐊᑕ ᐃᔪ ᑕᐦᑲᐦᐃᑐᐸᔨᐦᐃᖏᓐ ᐊᓂᑌᐦ ᓂᐃᒋᔨ ᐯᐃ ᑲᔭᐦ ᑕᓇ ᐅ ᐊᑕ ᐃᔨᐸᔨᐦᐃᐧᐅᐤᐦᐃᖏᓐ ᐅ ᐃᔪ ᑕᐦᑲᐦᐅᐧᐅᓪᓴ	ᐊᓂᑦ ᓂᐃᒋᔨ ᐯᐃ ᑲ ·ᐃᑕᐱᔨᑕᐦ·ᑲᐤ ᐅᓪᓴ ᐅ ·ᐃᐍᐅ·ᐊᑕᒃᓄᔨᓐᓗ ᐊᔨᑦ ·ᐃᐍᐅ·ᐅ·ᐃᓂᓪᓴ (JBACE) ᐅ ·ᐊᐧᐃᔪᐦᐃᐃ·ᐅ·ᑕᐤ ᐊᓂᑕᐦ ᐅ ᐃᓂᔭᑲᓂᓀᐦᐃᑕᒋᔪᓐ ᓂᔨᑲᐦᐃᐃᐧᐅᐤᐦᐃᖏᓐ ᐅᑕᐦ ᐃᓄᐤ ᐃᐦᐃᖏᓐ ᐅᑕᐦ ᐃᔨᐸᔨᐦᐃᐧᐅᐤᐦᐃᖏᓐ ᐅ ᐃᓪᓚᐊᓂᑕᒋᔪᓐ • ᐅ ᓂᔨᐦᐃᐃᓇᐃᓐᑲᐦᐃᖏᓐ ᐅ ᐊᐸᑎᔨᓴᒋᒪᓕᐅᔪᐃᖏᓐ ᑲᔭᐦ ᐅ ᐊᔨᒋᐦᐃᐧᐊᐦᑕᐃᓐᑕᐤ ᐃᐦᐃᖏᓐ ᐃᓄᐤ ᐃᐦᐃᖏᓐᐧᐅᓪᓴ • ᐅ ᐅᔨᐦᐃᓇᐦᑕᐃᓐᑲᐦᐃᖏᓐ ᐅ ᒪᓴᐊᑕᐅᐦᑎᐦᐃᖏᓐ ᑕᓇ ᓂᐦᐊᐤ ᐃᔨᐃᐊᑯᐦᐃᖏᓐ ᐊᓂᑕᐦ ᐊᑕ ᐃᔨᐃᐊᑯᐦᐃᖏᓐ ᐊᓂᑕᐦ ᐅ ᐅᐦᑕᒋᒪᒋᐅᐦᐃᐅᐊᐦᑕᐃᓐᑲᐦᐃᖏᓐ ᑲᔭᐦ ᐊᑕ ᐃᔨᐸᔨᐦᐃᐧᐅᐤᐦᐃᖏᓐ

ᐊᓂᑦᖃᑦ ᐅ ᒪᓕᓴᐃᔪᓐ 1

ᑲ ᐃᔨ ᐅᔪᓕᖏᑦᑕᖃᑦᓐᓇ ᑲᔪᖃᑦ ᑲ ᓂᓕᑐ·ᐃᓕ·ᑦᐤ ᐊᓂᑯ ᖁᐃᒥᓐ ᐯᐃ ᑲ ·ᐃᑕᐱᓐᑕᖃᑦ·ᑲᐤ ᐅᓴ ᐅ ·ᐃᓱᐤ·ᐊᑦᑕᑲᓂᓴᓐᓇ ᐊᓐᑯ

1.1 ᑲ ᐃᔨ ᐅᔪᓕᖏᑦᑕᖃᑦ·ᑲᐤ ᐊᓂᑯ ᖁᐃᒥᓐ ᐯᐃ ᑲ ·ᐃᑕᐱᓐᑕᖃᑦ·ᑲᐤ ᐅᓴ ᐅ ·ᐃᓱᐤ·ᐊᑦᑕᑲᓂᓴᓐᓇ ᐊᓐᑯ ·ᐃᓱᐤ·ᐯ·ᐃᓂᓴ (JBACE)

ᐊᓂᑯ ᖁ ᐊᔨᑕᐱ·ᑦᐤ ᑲ ᐅᔪᓕᒥᔪ·ᑦᐤ ᐅᓴ ᐃᓄᐤ ᑎᐯᓕᖏᐤᒥᑎᓄᖅᓱᓐᓇ

ᑲᓪᓂ ᔪᖅᐸᕐᓇ, ᐃᓄᐤ ᑎᐯᓕᖏᐤᒥᑎᓄᖅᓱᓐᓇ

ᐊᖏᓂ ᐊᐃᓄᓕ·ᕐᖅᓇ, ᐃᓄᐤ ᑎᐯᓕᖏᐤᒥᑎᓄᖅᓱᓐᓇ ᑲ ᒥᖏᑕᐱᖏᑕᖅᓴ

ᑭᓴᓕ ᓀᓗᐃᐃᓄᐤ ᑎᐯᓕᖏᐤᒥᑎᓄᖅᓱᓐᓇ,

ᓱᖏᑦᑕ ᐅᑕᕐ ᑯᑎᓐᕐᓕ,ᐃᓄᐤ ᑎᐯᓕᖏᐤᒥᑎᓄᖅᓱᓐᓇ

ᐊᓂᑯ ᖁ ᐊᔨᑕᐱ·ᑦᐤ ᑲ ᐅᔪᓕᒥᔪ·ᑦᐤ ᑲᓇᑦ ᑎᐯᓕᖏᐤᒥᑎᓄᖅ

ᐊᓄ ᑌᕐᕕ, ᑲᓇᑦ ᐊᓂᑯᓂ ᐯ ᓄᓐᑐ ᑲᖁᕐᖏᓕᐤᑦᑕᖃᑦ·ᐃᓕᓴᓐᓇ ᐊᓯᑎᓂᓱᓂ

ᒪᐢᓕ ᓪᒥᕐ, ᐯ ᓄᑕᒪᓴᓄ·ᐃᓕᓴᓐᓇ ᑲᕕᑦ ᓂᐱᓂ ᑲᑕᑦ ᑲᓇᑦ

·ᖁᵒ ᐱᑲᕐᕕ, ᐯ ᓇᓄᑲᑕᐯᐅᓴᑦᑕᓂᖁᑦᓱᓐᓇ ᐊᓂᑯ ᑲᑕᑦ ᑲᓇᑦᓭᓂᖁᑦᐯᑲᑦᓱᓐᓇ(ᑲᑕᑦ ᓂᓂᑲᐸᓂ 23, 2009)

ᑎᓄᔪ ·ᓀᕐᓂᓱ, ᑕᓴᑲᑕᒪᒃᓭ ᐃᓄᐤ ᑲ ᐱᒋᐊᓐᐊᑦ ᑭ·ᐯᑕᓄᑕᑦᓱᓐᓇ ᑲᓇᑦ (ᑲᔭ ᒪᖁᑎᓄᐸᐸᓂ 25, 2009)

ᑕᐃᒪᓐ ᐅᓴᑦᓱᒃ, ᑕᓴᑲᑕᒪᒃᓭ ᐃᓄᐤ ᑲ ᐱᒋᐊᓐᐊᑦ ᑭ·ᐯᑕᓄᑕᑦᓱᓐᓇ ᑲᓇᑦ (ᑲᔭ ᒪᖁᑎᓄᐸᐸᓂ 26, 2009)

ᐊᓂᑯ ᖁ ᐊᔨᑕᐱ·ᑦᐤ ᑲ ᐅᔪᓕᒥᔪ·ᑦᐤ ᑲᓇᑦ ᑎᐯᓕᖏᐤᒥᑎᓄᖅ

ᑐᓴᕐ ᐊᓪᓂᵒ, ᑕᓴᑲᑕᒪᒃᓭ ᑲ ᑲᓇ·ᐊᑕᙳᑦᑕᖃᑦ·ᐃᓕᓴᓐᓇᑎᑦ ᓂᓴᑕᐸᓂ 29, 2009

·ᓀᑲᓂ ᐸᕐᓴᓴᐅ, ᑕᓴᑲᑕᒪᒃᓭ ᑲ ᑲᓇ·ᐊᑕᙳᑦᑕᖃᑦ·ᐃᓕᓴᓐᓇᑎᑦ

·ᓀᑲᐊᓵᵒ ᓪᐯᕐᓴᓴ, ᐯ ᐱᒋᐊᓐᐊ·ᑦᐤ ᑲᑕᐸᵒ ᑲ ᓇᓄᑲᑕᐯᐅᓴᑦᑕᖃᑦᓱᓐᓇ ᑎᐯᓕᖏᐤᒥᑎᓄᖅ (ᐊᓂᑌᑦ ᐃᓄᐤ ·ᐃᓱᐃᒪᑲᓄᐸᐸᓂ 11, 2010)

ᐱᑫᓴ ·ᓪᒪᑲᓂᓴᓐ, ᖁᐃᒥᓐ ᐯᐃ ᐯ ᐊᑕ ᐃᖁᑦᓪᓄ·ᐃᓕᓴᓐᓇ

1.2 ᑲ ᐃᔨ ᐅᔪᓕᒃᑕᖅᓱᑲᓄ ᐊᓂᔨ ᑲ ᐊᔨᑕᐱᓪᑕᐣ

1.2.1 ᐊᐸᑎᓴᓴᓗ ᑲᒪᒍᐊᐱᓂᑕᖅᓱᑲᓄ

·ᓄᐅᓴ ᐸᖏᓗᐅ

ᑭᓇᑦ ᓪᓚᐃ

ᒐᕐᓂᓕᕆᓂᖅ

1.2.2 ᑲ ᒪᒍᐊᐸᑎᔨᓂᑕᖅᓱᑲᓄ ᐊᓂᒃ ᐁ ᑭ·ᐁᑲᓪ·ᐊᐸᒃᑕᓇᓄ·ᐃᐅᓴᓗ ᒣᓴᓪᓚᑌᓴᓗ 1 ᑲᔪᒃ 2 ᐊᓂᒃ ·ᐃᙳ·ᐁ·ᐃᓂᒃᓗ 22 ᐁ ᐊᔨᑎᓂᓇᓄ·ᐃᒃᓗ ᐁ ᓄᑎᓴᓪᓪᓗ

·ᓄᐅᓴ ᐸᖏᓗᐅ

ᐊᓄ ᑌᔪᑦ

ᑭᓇᑦ ᓪᓚᐃ

ᒐᕐᓂᓕᕆᓂᖅ

1.2.3 ᑲ ᒪᒍᐊᐱᑎᔨᓂᑕᖅᓱᑲᓄ ·ᐁᐱᓪᓴᓴᓄ ᑫ ᐃᔨ ᐱᒋᐸᓴᒃᑕᓇᓄ·ᐃ·ᑲᓄ

·ᓄᐅᓴ ᐸᖏᓗᐅ

ᑭᓇᑦ ᓪᓚᐃ,

ᐊᓂᑭ ᑲᒪᒍᐊᐱᓂᑕᖅᓱᑲᓄ ᐃᓄᓄ ᑎᐯᓴᒃᑎᑫᓴᓗᓪᓚ, ᐅᓐᔦ ·ᐁᖅᑎ ᑕᖅᑎᓂᖅ·ᐊᑦ ᑎᔭᐅᑎᒪᓄᖅ ᐁ ᐊᐸᑎᓴᓴᓴᓇᓄ·ᐃᓄᓗ ᐁ ᐃᖅᑕᑯᓗᓗ ᑫ ᑭ ᐃᔨ ᐱᒋᐸᓴᒃᑕᓇᓄ·ᐃᓄᓗ ᐊᔭᑭᓗᓗ MDDEP, ·ᐁᐱᓴᓴᓄ ᐅᑕᖅ ᑯᓗᖅᐯᖅ, ᐁᑯᖅ ᒪᐃ ᑫᐃᒋᑦ ᐯᐃ ᐃᓄᑯᐅᐅᐅᔾᔨᐃ ᐁ ᐅᖅᑎ ᐅᓄᖅᐅᒪᒃᓗᓗ

1.2.4 ᑲ ᐊᐸᑎᓴᓂᑕᖅᓱᑲᓄ ᐊᓂᒃ ᐁ ᐊᑕ ᑲᑲᓴ·ᐊᐅᓂᑕᒃᑕᓇᓄ·ᐃᓄᓗ ᐊᔭᑭᖅ

·ᓄᐅᓴ ᐸᖏᓗᐅ

ᐊᓄ ᑌᔪᑦ

·ᓱᓐᑕᑦ ᐅᑕᖅ ᑌᑎ·ᖏᑦ

1.2.5 ᑲᐊᐸᑎᒧᓂᑕᐦᐧᑲᓄ ᑲ ᐊᐸᒋᓂᑦᑲᓇᐧᐃᐦᐣ ᐊᓄ 35 ᐱᐳᓄᐦ ᒣᓂᓰᑌᓄ 22

ᐧᐃᑕᓂ ᐸᑦᐣᐃᐅ

ᑲᓗᓄ ᑯᐦᐸᑦ

ᐧᙆᓄᑕᑦ ᐅᑕᑦ ᑌᑎᐧᑦᑕ

ᐧᙆᓄ ᐱᑲᑦᑕ

ᑫᐃᒥᔨ ᔭᓂᐦᑮ

ᔑᓂᐃᓭᐦᓄ ᑎᐧᔭᓄ

ᑲᑌᑦ ᕒᕐᑲ

1.2.6 ᑲ ᐊᐸᑎᒧᓂᑕᐦᐧᑲᓄ ᒪᓂᓰᐦᐃᐃᑲᓄ ᑫ ᐃᔑ ᑲᓀᐧᐊᐸᐦᑕᐦᐧᑲᓇᐧᐃᐦᐧᑲᓄ ᑫ ᐃᑕᐸᑕᐦᐧᑲᓄ ᐁ ᐧᐊᐧᐃᐦᑕᒧᐧᐊᐧᑕᑲᓇᐧᐃᐦᐧᑲᓄ ᐃᑲᐧᓄ

ᐧᐃᑕᓂ ᐸᑦᐣᐃᐅ

ᐊᑲᙆ ᑌᓵᑦ

ᑭᓄᑦ ᓀᐧᙆᐃ

ᔑᓂᐃᓭᐦᓄ ᑎᐧᔭᓄ

ᑲᑲᔨᑎᐦᐅᑦᑕᓄ, ᑲ ᐊᔑᑕᐱᐧᑕᓄ 22 ᒣᓂᓰᑌᐅᔭᓵ, ᐅᓀᐧ ᐧᐁᐦᑎᑦ ᑕᐦᑎᑦᓄᑲᐧᐊᐸᑦ ᑎᓵᐅᑎᒪᐦᐦ ᐁ ᐊᐸᑎᓂᓰᓰᓇᐧᐃᐦᐧᑲᓄ ᐁ ᐃᐦᑕᑇᐦᐧᑲᓄ ᑫ ᑭ ᐃᔑ ᐱᒥᐸᓰᐦᐧᑲᓇᐧᐃᐦᐧᑲᓄ ᐊᔨᑭᐦᐧᑲᓄ MDDEP,

1.3 ᐁ ᒪᓂᓰᑌᐦᐧᑲᐦᐣ ᐊᙆᑕᐦᐣ ᐁ ᐅᐦᑭ ᐊᐸᑎᒧᓂᑕᐦᐧᑲᓇᐧᐃᐦᐧᑲᓄ

ᒪᔨᓄ ᑫᑎᓂ, ᑲ ᒪᓂᓰᐦᐃᑫᑐᓂᒪᑦᑕ

ᑲᐧᕒᐅᑕ ᐯᐧᕒᐧᑯᐃᓂ, ᐊᔨᑭᓵᐧᐃ ᑲ ᙆᑕᐧᐊᐦᐧᑲᓂᑕ (ᐃᔨᑯ ᒣᐧᑲᙆᐱᐃᓂᓂ 2009)

ᔑᓂᐃᓭᐦᓄ ᑎᐧᔭᓄ, ᐊᔨᑭᓵᐧᐃ ᑲ ᙆᑕᐧᐊᐦᐧᑲᓂᑕ (ᐅᔭ ᐧᐃᙆᑯᐃᐱᓂ 2009)

ᔭᐧᐃᐃᔨ ᐱᐧᕒᙆᑎᐃ, ᐁ ᒪᓂᓰᐦᐃᑫᑐᓂᒪᑦᑕ ᐊᙆᑕᐦᐣ ᐁ ᐅᐦᑭ ᐊᐸᑎᒧᓂᑕᐦᐧᑲᓇᐧᐃᐦᐧᑲᓄ ᑲ ᑭᓂᑕᐱᓂᑕᐦᐦᑲ

1.4 ᑲ ᓂᐢᑐ·ᐃ·ᑦᐤ ᐊᓂᑦ ᓂᐃᒥᔭ ᐯᐃ ᑲ ·ᐃᑕᐱᔭᑕᖏ·ᑲᐤ ᐅᓪ ᐁ ·ᐃᓱ·ᐊᑦᑕᓴᓄᔭᓗ ᐊᔭᑦ ·ᐃᓱ·ᐁ·ᐃᓂᓪ (JBACE)

ᓂᓴᔭ·ᓱ ᑭ ᓂᐢᑐ·ᐃᐅᓗ ᐊᓂᑦ ᑲᒪᒻᔪᑕᖏ·ᑲᐤ ᐅᓴ 2009·2010:

158 ᐃᖏᑕᖏ·ᑦᐤ ᑲ ᓂᐢᑐ·ᐃ·ᑦᐤ	ᑲᑎ·ᓴᐅ ᓂᔭᓴᐱᓪᒪ 1, 2009
159 ᐃᖏᑕᖏ·ᑦᐤ ᑲ ᓂᐢᑐ·ᐃ·ᑦᐤ	·ᒧᓪᑕᓰ·ᔪᑉ ·ᐊᐱᓄᓴᐱᓪᒪ 23, 2009
160 ᐃᖏᑕᖏ·ᑦᐤ ᑲ ᓂᐢᑐ·ᐃ·ᑦᐤ	·ᒧᓪᑕᓰ·ᔪᑉ, ᐱᓴᔭᑭᐅᐱᓪᒪ 30, 2009
161 ᐃᖏᑕᖏ·ᑦᐤ ᑲ ᓂᐢᑐ·ᐃ·ᑦᐤ	ᓄᖏᐯᓴ ᓪᓰᑎ ᐱᖏᒪᒪᓴᓴᐱᓪᒪ 15, 2009
162 ᐃᖏᑕᖏ·ᑦᐤ ᑲ ᓂᐢᑐ·ᐃ·ᑦᐤ	ᔭ·ᐊᓴ ·ᓴᕆᓂᑕ ᑲᑕᖏᓄᓪᑕᐱᓪᒪ 24, 2010